

RCS : METZ
Code greffe : 5751

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de METZ atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2018 B 00105
Numéro SIREN : 830 289 757
Nom ou dénomination : AML FINANCES

Ce dépôt a été enregistré le 11/03/2021 sous le numéro de dépôt 1766

Le 11 MARS 2021

AML FINANCES

Société Par Actions Simplifiée au capital de 2 515 340.00 €
Siège social : 5 Rue du Grand Pré Zone Euromoselle Sud
57280 Fèves
830 289 757 RCS Metz

Le Greffier


PROCES VERBAL D'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE **EN DATE DU 2 JUIN 2020**

L'an deux mille vingt,
et le deux juin, à neuf heures trente minutes,

Les associés de la société se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, sur convocation du Président, conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2020-321 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie Covid-19.

En préambule à cette assemblée, le Président rappelle que la France subit actuellement une crise sanitaire générée par la pandémie mondiale du Covid-19.

Cette crise a amené le Parlement à adopter le 23 mars 2020 la loi d'urgence sanitaire pour une durée de deux mois sur l'ensemble du territoire national, autorisant la prise de mesures dites d'exception aux règles usuelles dans tous les domaines pour lesquels cela sera jugé nécessaire.

La société EMVR FINANCES, représentée par son représentant légal, Monsieur Régis LIMBACH préside la séance en sa qualité de président de la société.

Il a été établi une feuille de présence signée individuellement par chaque associé présent par conférence téléphonique ou audiovisuelle.

La feuille de présence, certifiée sincère et véritable par le président, permet de constater que les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance, possèdent les 2 515 340 actions composant le capital.

En conséquence, l'assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement.

L'assemblée générale constate que la société KPMG, commissaire aux comptes, a été régulièrement convoquée.

Monsieur le président dépose sur le bureau et met à la disposition des associés :

- la feuille de présence à l'assemblée,
- les copies des lettres de convocation,
- la copie et les récépissés de la convocation adressée au commissaire aux comptes,
- le rapport du président,
- le rapport du commissaire aux comptes,
- les statuts sociaux,
- la liste des associés,
- le texte des résolutions proposées.

Puis Monsieur le président déclare que le rapport du président, la liste des associés, le texte des résolutions proposées, ainsi que tous les autres documents et renseignements prévus par la loi et les règlements, ont été tenus à la disposition des associés, à compter de la convocation de l'assemblée.

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Monsieur le président rappelle ensuite que l'assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Remboursement de l'emprunt obligataire d'un montant de 315 000 € et annulation des 315 000 valeurs mobilières donnant accès au capital (sous forme d'obligations convertibles en actions)
- Rachat de 331 840 actions détenues en pleine propriété par des associés déterminés par la Société en vue de les annuler,
- Réduction consécutive du capital social de 331 840 €, par annulation des actions,
- Conditions et modalités de la réduction de capital,
- Pouvoir à la Présidence pour réaliser les opérations, le constater et apporter aux statuts les modifications corrélatives,
- Pouvoirs pour formalités.
- Questions diverses.

Le Président fait lecture de son rapport et de celui du commissaire aux comptes et expose les motifs des projets de résolutions proposées.

Focus sur la problématique du délai d'opposition des créanciers pendant la période d'urgence sanitaire

Afin de compléter ces rapports, nous vous rappelons que l'opération envisagée est une opération de rachat d'actions, suivi d'une réduction de capital. Il résulte des articles L225-205 et R225-152 du code de commerce qu'en cas de réduction de capital non motivée par des pertes, les créanciers sociaux peuvent former opposition dans les 20 jours du dépôt du présent procès-verbal.

Or le Gouvernement a pris différentes ordonnances en application de la loi d'urgence n° 2020-290 du 23 mars 2020 pour faire face à l'épidémie de Covid-19, dont l'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période.

Dans une circulaire interne du 16 avril 2020, le CNGTC (*non publiée*) précise que « *le greffier ne peut procéder à la publication d'une [opération de réduction de capital non motivée par des pertes] qu'à l'expiration du délai de vingt jours (...) qui suivra la fin de la période juridiquement protégée, fin du délai d'opposition des créanciers.* »

Cependant, dans une note plus récente du 20 avril 2020, confirmée par une mise à jour du 15 mai 2020, (publiée sur le site du Ministère), la Direction des affaires civiles et du sceau du Ministère de la Justice a précisé ce que « *l'article 2 de l'ordonnance qui permet seulement de déclarer valable une opposition faite hors délai, ne correspond pas, à une prorogation de délai.*

Le report du terme du délai pour former opposition ne décale donc pas la date à compter de laquelle les opérations de réduction de capital peuvent débuter. Les opérations de réduction de capital peuvent commencer à l'issue du délai de 20 jours suivant la publication de la délibération de l'assemblée ou, si une opposition a été formée dans ce délai, lorsque cette opposition est rejetée en première instance ou que le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées. »

Ceci étant précisé, les débats sont ouverts.

Chacun ayant pu s'exprimer et personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIÈRE RESOLUTION (amortissement de l'emprunt obligataire et annulation des OCA)

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport du Président, autorise le Président à rembourser l'emprunt obligataire à ADER INVESTISSEMENTS et FONDS LORRAIN DE CONSOLIDATION, comme suit :

- Une somme de 84 611,92 € versée à ADER INVESTISSEMENTS, toutes tranches confondues (Tranche A et Tranche B) :
 - 70 000 € en capital
 - 2 101,92 € d'intérêts courus sur l'année 2020
 - 12 510 € de prime de non-conversion des obligations
- Une somme de 296 141,71 € versée à FONDS LORRAIN DE CONSOLIDATION, toutes tranches confondues (Tranche A et Tranche B) :
 - 245 000 € en capital
 - 7 356,71 € d'intérêts courus sur l'année 2020
 - 43 785 € de prime de non-conversion des obligations

Du jour du remboursement de l'emprunt, les 315 000 obligations convertibles en actions seront automatiquement annulées.

Le remboursement de l'emprunt obligataire s'effectuera le 30 juin 2020.

Cette résolution, mise aux voix, est : *adoptée*
- par 2 515 340 voix ayant voté pour,
- par voix ayant voté contre,
- par voix s'étant abstenues.

DEUXIEME RESOLUTION (rachat d'actions par la Société)

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport du Président, ainsi que du rapport spécial du Commissaire aux comptes, autorise le Président à réduire le capital social d'une somme de 331 840 €, pour le ramener de 2 515 340 € à 2 183 500 €, par voie de rachat de 331 840 actions.

Les actions seront rachetées au prix unitaire de 1,60 €, soit un montant global de 530 944 €.

La différence entre le prix global de rachat de 530 944 € et la réduction de capital de 331 840 €, soit la somme de 99 104 € sera imputée sur le compte « Autres réserves ».

Elle décide, sous réserve de l'adoption de la présente résolution à l'unanimité, que le rachat des 331 840 actions est réservé aux actionnaires suivants :

FONDS LORRAIN DE CONSOLIDATION
à concurrence de..... 105 000 actions
pour un prix de 168 000 €

ADER INVESTISSEMENTS

à concurrence de 30 000 actions
pour un prix de 48 000 €

LA PEPINIERE

à concurrence de 66 840 actions
pour un prix de 106 944 €

Monsieur Gérard LEFAURE

à concurrence de 45 000 actions
pour un prix de 72 000 €

Monsieur Jean-Pierre TEYSSIER

à concurrence de 85 000 actions
pour un prix de 136 000 €

331 840 actions
530 944 €

Par le seul fait de leur rachat, les actions qui en font l'objet, ainsi que tous les droits y attachés, notamment le droit aux bénéfices de l'exercice en cours, seront annulés.

Dans les quinze (15) jours de l'expiration des délais légaux, la Présidence dressera un acte aux fins de constater lesdites réalisations, les modifications statutaires et le paiement du prix.

Cette résolution, mise aux voix, est : *adoptée*

- par 2 515 340 voix ayant voté pour,
- par voix ayant voté contre,
- par voix s'étant abstenues.

TROISIEME RESOLUTION (renoncement de certains associés)

L'assemblée générale extraordinaire constate que Monsieur Régis LIMBACH, Monsieur Jean-Yves MILOJEVIC, la société CFTN, la société EMVR FINANCES et la société EL CONSULTING ont accepté de renoncer à l'offre de rachat de leurs actions.

Cette résolution, mise aux voix, est : *adoptée*

- par 2 515 340 voix ayant voté pour,
- par voix ayant voté contre,
- par voix s'étant abstenues.

QUATRIEME RESOLUTION (droit d'enregistrement)

L'assemblée générale précise que le présent procès-verbal, acte unique, rassemblant les deux opérations :

- de rachat des 331 840 actions de ADER INVESTISSEMENTS, FONDS LORRAIN DE CONSOLIDATION, LA PEPINIERE, Monsieur Gérard LEFAURE et Monsieur Jean-Pierre TEYSSIER par la Société, d'une part,
- et de réduction de capital par annulation desdites actions, d'autre part,

l'opération est enregistrée gratuitement, conformément à l'article 814 C du code général des impôts

Cette résolution, mise aux voix, est : *adoptée*
- par 2 515 340 voix ayant voté pour,
- par voix ayant voté contre,
- par voix s'étant abstenues.

CINQUIEME RESOLUTION (modifications statutaires)

L'assemblée générale, sous réserve et du jour de la constatation de la réalisation définitive des opérations visées aux précédentes résolutions, décide de modifier comme suit les articles 7 et 8 des statuts :

- L'article 7.4 est remplacé et désormais rédigé comme suit

« 7.4 Réduction de capital du 2 juin 2020

Aux termes des délibérations en date du 2 juin 2020, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé de réduire le capital social d'une somme de 331 840 € pour le porter de 2 515 340 € à 2 183 500 € par le rachat par la société et l'annulation de 331 840 actions. »

- L'article 8 est désormais rédigé comme suit

« Article 8 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de deux millions cent quatre-vingt-trois mille cinq cents (2 183 500) euros. Il est divisé en 2 183 500 actions entièrement souscrites et libérées ayant une valeur nominale de 1 € chacune. »

Cette résolution, mise aux voix, est : *adoptée*
- par 2 515 340 voix ayant voté pour,
- par voix ayant voté contre,
- par voix s'étant abstenues.

SIXIEME RESOLUTION (pouvoirs)

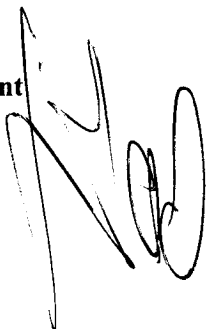
L'assemblée confère au Président les pouvoirs les plus étendus à l'effet de réaliser les opérations ainsi décidées. Ainsi il est habilité à procéder au rachat des actions et à leur annulation et constatera la réalisation définitive de la réduction de capital, modifier les statuts et, d'une manière générale, prendre toutes dispositions pour assurer la bonne fin des présentes.

Il donne également tous pouvoirs au porteur de l'original, d'une copie ou d'extrait certifié conforme du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité ou de dépôt inhérentes aux décisions prises.

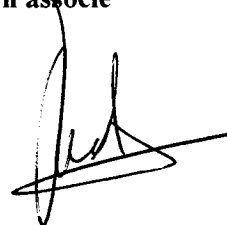
Cette résolution, mise aux voix, est : *adoptée*
- par 2 515 340 voix ayant voté pour,
- par voix ayant voté contre,
- par voix s'étant abstenues.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant plus la parole, le président déclare la séance levée. De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le président et un associé.

Le président



Un associé



Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
METZ
Le 06/07/2020 Dossier 2020 00021783, référence 5704P61 2020 A 02030
Enregistrement : 0 € Penalties : 0 €
Total liquidé : Zero Euro
Montant reçu : Zero Euro
L'Agent administratif principal des finances publiques

DUPLICATA


Madine LANG

Le 11 MARS 2021

AML FINANCES

Société Par Actions Simplifiée au capital de 2 515 340.00 €
Siège social : 5 Rue du Grand Pré Zone Euromoselle Sud
57280 Fèves
830 289 757 RCS Metz

Le Greffier


PROCES VERBAL D'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE **EN DATE DU 2 JUIN 2020**

L'an deux mille vingt,
et le deux juin, à neuf heures trente minutes,

Les associés de la société se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, sur convocation du Président, conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2020-321 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie Covid-19.

En préambule à cette assemblée, le Président rappelle que la France subit actuellement une crise sanitaire générée par la pandémie mondiale du Covid-19.

Cette crise a amené le Parlement à adopter le 23 mars 2020 la loi d'urgence sanitaire pour une durée de deux mois sur l'ensemble du territoire national, autorisant la prise de mesures dites d'exception aux règles usuelles dans tous les domaines pour lesquels cela sera jugé nécessaire.

La société EMVR FINANCES, représentée par son représentant légal, Monsieur Régis LIMBACH préside la séance en sa qualité de président de la société.

Il a été établi une feuille de présence signée individuellement par chaque associé présent par conférence téléphonique ou audiovisuelle.

La feuille de présence, certifiée sincère et véritable par le président, permet de constater que les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance, possèdent les 2 515 340 actions composant le capital.

En conséquence, l'assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement.

L'assemblée générale constate que la société KPMG, commissaire aux comptes, a été régulièrement convoquée.

Monsieur le président dépose sur le bureau et met à la disposition des associés :

- la feuille de présence à l'assemblée,
- les copies des lettres de convocation,
- la copie et les récépissés de la convocation adressée au commissaire aux comptes,
- le rapport du président,
- le rapport du commissaire aux comptes,
- les statuts sociaux,
- la liste des associés,
- le texte des résolutions proposées.

Puis Monsieur le président déclare que le rapport du président, la liste des associés, le texte des résolutions proposées, ainsi que tous les autres documents et renseignements prévus par la loi et les règlements, ont été tenus à la disposition des associés, à compter de la convocation de l'assemblée.

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Monsieur le président rappelle ensuite que l'assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Remboursement de l'emprunt obligataire d'un montant de 315 000 € et annulation des 315 000 valeurs mobilières donnant accès au capital (sous forme d'obligations convertibles en actions)
- Rachat de 331 840 actions détenues en pleine propriété par des associés déterminés par la Société en vue de les annuler,
- Réduction consécutive du capital social de 331 840 €, par annulation des actions,
- Conditions et modalités de la réduction de capital,
- Pouvoir à la Présidence pour réaliser les opérations, le constater et apporter aux statuts les modifications corrélatives,
- Pouvoirs pour formalités.
- Questions diverses.

Le Président fait lecture de son rapport et de celui du commissaire aux comptes et expose les motifs des projets de résolutions proposées.

Focus sur la problématique du délai d'opposition des créanciers pendant la période d'urgence sanitaire

Afin de compléter ces rapports, nous vous rappelons que l'opération envisagée est une opération de rachat d'actions, suivi d'une réduction de capital. Il résulte des articles L225-205 et R225-152 du code de commerce qu'en cas de réduction de capital non motivée par des pertes, les créanciers sociaux peuvent former opposition dans les 20 jours du dépôt du présent procès-verbal.

Or le Gouvernement a pris différentes ordonnances en application de la loi d'urgence n° 2020-290 du 23 mars 2020 pour faire face à l'épidémie de Covid-19, dont l'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période.

Dans une circulaire interne du 16 avril 2020, le CNGTC (*non publiée*) précise que « *le greffier ne peut procéder à la publication d'une [opération de réduction de capital non motivée par des pertes] qu'à l'expiration du délai de vingt jours (...) qui suivra la fin de la période juridiquement protégée, fin du délai d'opposition des créanciers.* »

Cependant, dans une note plus récente du 20 avril 2020, confirmée par une mise à jour du 15 mai 2020, (publiée sur le site du Ministère), la Direction des affaires civiles et du sceau du Ministère de la Justice a précisé ce que « *l'article 2 de l'ordonnance qui permet seulement de déclarer valable une opposition faite hors délai, ne correspond pas, à une prorogation de délai.*

Le report du terme du délai pour former opposition ne décale donc pas la date à compter de laquelle les opérations de réduction de capital peuvent débuter. Les opérations de réduction de capital peuvent commencer à l'issue du délai de 20 jours suivant la publication de la délibération de l'assemblée ou, si une opposition a été formée dans ce délai, lorsque cette opposition est rejetée en première instance ou que le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées. »

Ceci étant précisé, les débats sont ouverts.

Chacun ayant pu s'exprimer et personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIÈRE RESOLUTION (amortissement de l'emprunt obligataire et annulation des OCA)

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport du Président, autorise le Président à rembourser l'emprunt obligataire à ADER INVESTISSEMENTS et FONDS LORRAIN DE CONSOLIDATION, comme suit :

- Une somme de 84 611,92 € versée à ADER INVESTISSEMENTS, toutes tranches confondues (Tranche A et Tranche B) :
 - 70 000 € en capital
 - 2 101,92 € d'intérêts courus sur l'année 2020
 - 12 510 € de prime de non-conversion des obligations
- Une somme de 296 141,71 € versée à FONDS LORRAIN DE CONSOLIDATION, toutes tranches confondues (Tranche A et Tranche B) :
 - 245 000 € en capital
 - 7 356,71 € d'intérêts courus sur l'année 2020
 - 43 785 € de prime de non-conversion des obligations

Du jour du remboursement de l'emprunt, les 315 000 obligations convertibles en actions seront automatiquement annulées.

Le remboursement de l'emprunt obligataire s'effectuera le 30 juin 2020.

Cette résolution, mise aux voix, est : *adoptée*
- par 2 515 340 voix ayant voté pour,
- par voix ayant voté contre,
- par voix s'étant abstenues.

DEUXIEME RESOLUTION (rachat d'actions par la Société)

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport du Président, ainsi que du rapport spécial du Commissaire aux comptes, autorise le Président à réduire le capital social d'une somme de 331 840 €, pour le ramener de 2 515 340 € à 2 183 500 €, par voie de rachat de 331 840 actions.

Les actions seront rachetées au prix unitaire de 1,60 €, soit un montant global de 530 944 €.

La différence entre le prix global de rachat de 530 944 € et la réduction de capital de 331 840 €, soit la somme de 99 104 € sera imputée sur le compte « Autres réserves ».

Elle décide, sous réserve de l'adoption de la présente résolution à l'unanimité, que le rachat des 331 840 actions est réservé aux actionnaires suivants :

FONDS LORRAIN DE CONSOLIDATION
à concurrence de..... 105 000 actions
pour un prix de 168 000 €

ADER INVESTISSEMENTS

à concurrence de 30 000 actions
pour un prix de 48 000 €

LA PEPINIERE

à concurrence de 66 840 actions
pour un prix de 106 944 €

Monsieur Gérard LEFAURE

à concurrence de 45 000 actions
pour un prix de 72 000 €

Monsieur Jean-Pierre TEYSSIER

à concurrence de 85 000 actions
pour un prix de 136 000 €

331 840 actions
530 944 €

Par le seul fait de leur rachat, les actions qui en font l'objet, ainsi que tous les droits y attachés, notamment le droit aux bénéfices de l'exercice en cours, seront annulés.

Dans les quinze (15) jours de l'expiration des délais légaux, la Présidence dressera un acte aux fins de constater lesdites réalisations, les modifications statutaires et le paiement du prix.

Cette résolution, mise aux voix, est : *adoptée*

- par 2 515 340 voix ayant voté pour,
- par voix ayant voté contre,
- par voix s'étant abstenues.

TROISIEME RESOLUTION (renoncement de certains associés)

L'assemblée générale extraordinaire constate que Monsieur Régis LIMBACH, Monsieur Jean-Yves MILOJEVIC, la société CFTN, la société EMVR FINANCES et la société EL CONSULTING ont accepté de renoncer à l'offre de rachat de leurs actions.

Cette résolution, mise aux voix, est : *adoptée*

- par 2 515 340 voix ayant voté pour,
- par voix ayant voté contre,
- par voix s'étant abstenues.

QUATRIEME RESOLUTION (droit d'enregistrement)

L'assemblée générale précise que le présent procès-verbal, acte unique, rassemblant les deux opérations :

- de rachat des 331 840 actions de ADER INVESTISSEMENTS, FONDS LORRAIN DE CONSOLIDATION, LA PEPINIERE, Monsieur Gérard LEFAURE et Monsieur Jean-Pierre TEYSSIER par la Société, d'une part,
- et de réduction de capital par annulation desdites actions, d'autre part,

l'opération est enregistrée gratuitement, conformément à l'article 814 C du code général des impôts

Cette résolution, mise aux voix, est : *adoptée*
- par 2 515 340 voix ayant voté pour,
- par voix ayant voté contre,
- par voix s'étant abstenues.

CINQUIEME RESOLUTION (modifications statutaires)

L'assemblée générale, sous réserve et du jour de la constatation de la réalisation définitive des opérations visées aux précédentes résolutions, décide de modifier comme suit les articles 7 et 8 des statuts :

- L'article 7.4 est remplacé et désormais rédigé comme suit

« 7.4 Réduction de capital du 2 juin 2020

Aux termes des délibérations en date du 2 juin 2020, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé de réduire le capital social d'une somme de 331 840 € pour le porter de 2 515 340 € à 2 183 500 € par le rachat par la société et l'annulation de 331 840 actions. »

- L'article 8 est désormais rédigé comme suit

« Article 8 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de deux millions cent quatre-vingt-trois mille cinq cents (2 183 500) euros. Il est divisé en 2 183 500 actions entièrement souscrites et libérées ayant une valeur nominale de 1 € chacune. »

Cette résolution, mise aux voix, est : *adoptée*
- par 2 515 340 voix ayant voté pour,
- par voix ayant voté contre,
- par voix s'étant abstenues.

SIXIEME RESOLUTION (pouvoirs)

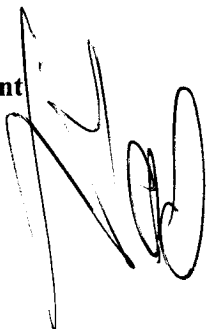
L'assemblée confère au Président les pouvoirs les plus étendus à l'effet de réaliser les opérations ainsi décidées. Ainsi il est habilité à procéder au rachat des actions et à leur annulation et constatera la réalisation définitive de la réduction de capital, modifier les statuts et, d'une manière générale, prendre toutes dispositions pour assurer la bonne fin des présentes.

Il donne également tous pouvoirs au porteur de l'original, d'une copie ou d'extrait certifié conforme du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité ou de dépôt inhérentes aux décisions prises.

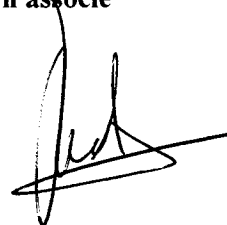
Cette résolution, mise aux voix, est : *adoptée*
- par 2 515 340 voix ayant voté pour,
- par voix ayant voté contre,
- par voix s'étant abstenues.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant plus la parole, le président déclare la séance levée. De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le président et un associé.

Le président



Un associé



Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
METZ
Le 06/07/2020 Dossier 2020 00021783, référence 5704P61 2020 A 02030
Enregistrement : 0 € Penalties : 0 €
Total liquidé : Zero Euro
Montant reçu : Zero Euro
L'Agent administratif principal des finances publiques

DUPLICATA



Madine LANG

Le 11 MARS 2021

AML FINANCES

Société Par Actions Simplifiée au capital de 2 515 340.00 €
Siège social : 5 Rue du Grand Pré Zone Euromoselle Sud
57280 Fèves
830 289 757 RCS Metz

Le Greffier


PROCES VERBAL D'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE **EN DATE DU 2 JUIN 2020**

L'an deux mille vingt,
et le deux juin, à neuf heures trente minutes,

Les associés de la société se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, sur convocation du Président, conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2020-321 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie Covid-19.

En préambule à cette assemblée, le Président rappelle que la France subit actuellement une crise sanitaire générée par la pandémie mondiale du Covid-19.

Cette crise a amené le Parlement à adopter le 23 mars 2020 la loi d'urgence sanitaire pour une durée de deux mois sur l'ensemble du territoire national, autorisant la prise de mesures dites d'exception aux règles usuelles dans tous les domaines pour lesquels cela sera jugé nécessaire.

La société EMVR FINANCES, représentée par son représentant légal, Monsieur Régis LIMBACH préside la séance en sa qualité de président de la société.

Il a été établi une feuille de présence signée individuellement par chaque associé présent par conférence téléphonique ou audiovisuelle.

La feuille de présence, certifiée sincère et véritable par le président, permet de constater que les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance, possèdent les 2 515 340 actions composant le capital.

En conséquence, l'assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement.

L'assemblée générale constate que la société KPMG, commissaire aux comptes, a été régulièrement convoquée.

Monsieur le président dépose sur le bureau et met à la disposition des associés :

- la feuille de présence à l'assemblée,
- les copies des lettres de convocation,
- la copie et les récépissés de la convocation adressée au commissaire aux comptes,
- le rapport du président,
- le rapport du commissaire aux comptes,
- les statuts sociaux,
- la liste des associés,
- le texte des résolutions proposées.

Puis Monsieur le président déclare que le rapport du président, la liste des associés, le texte des résolutions proposées, ainsi que tous les autres documents et renseignements prévus par la loi et les règlements, ont été tenus à la disposition des associés, à compter de la convocation de l'assemblée.

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Monsieur le président rappelle ensuite que l'assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Remboursement de l'emprunt obligataire d'un montant de 315 000 € et annulation des 315 000 valeurs mobilières donnant accès au capital (sous forme d'obligations convertibles en actions)
- Rachat de 331 840 actions détenues en pleine propriété par des associés déterminés par la Société en vue de les annuler,
- Réduction consécutive du capital social de 331 840 €, par annulation des actions,
- Conditions et modalités de la réduction de capital,
- Pouvoir à la Présidence pour réaliser les opérations, le constater et apporter aux statuts les modifications corrélatives,
- Pouvoirs pour formalités.
- Questions diverses.

Le Président fait lecture de son rapport et de celui du commissaire aux comptes et expose les motifs des projets de résolutions proposées.

Focus sur la problématique du délai d'opposition des créanciers pendant la période d'urgence sanitaire

Afin de compléter ces rapports, nous vous rappelons que l'opération envisagée est une opération de rachat d'actions, suivi d'une réduction de capital. Il résulte des articles L225-205 et R225-152 du code de commerce qu'en cas de réduction de capital non motivée par des pertes, les créanciers sociaux peuvent former opposition dans les 20 jours du dépôt du présent procès-verbal.

Or le Gouvernement a pris différentes ordonnances en application de la loi d'urgence n° 2020-290 du 23 mars 2020 pour faire face à l'épidémie de Covid-19, dont l'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période.

Dans une circulaire interne du 16 avril 2020, le CNGTC (*non publiée*) précise que « *le greffier ne peut procéder à la publication d'une [opération de réduction de capital non motivée par des pertes] qu'à l'expiration du délai de vingt jours (...) qui suivra la fin de la période juridiquement protégée, fin du délai d'opposition des créanciers.* »

Cependant, dans une note plus récente du 20 avril 2020, confirmée par une mise à jour du 15 mai 2020, (publiée sur le site du Ministère), la Direction des affaires civiles et du sceau du Ministère de la Justice a précisé ce que « *l'article 2 de l'ordonnance qui permet seulement de déclarer valable une opposition faite hors délai, ne correspond pas, à une prorogation de délai.*

Le report du terme du délai pour former opposition ne décale donc pas la date à compter de laquelle les opérations de réduction de capital peuvent débuter. Les opérations de réduction de capital peuvent commencer à l'issue du délai de 20 jours suivant la publication de la délibération de l'assemblée ou, si une opposition a été formée dans ce délai, lorsque cette opposition est rejetée en première instance ou que le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées. »

Ceci étant précisé, les débats sont ouverts.

Chacun ayant pu s'exprimer et personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIÈRE RESOLUTION (amortissement de l'emprunt obligataire et annulation des OCA)

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport du Président, autorise le Président à rembourser l'emprunt obligataire à ADER INVESTISSEMENTS et FONDS LORRAIN DE CONSOLIDATION, comme suit :

- Une somme de 84 611,92 € versée à ADER INVESTISSEMENTS, toutes tranches confondues (Tranche A et Tranche B) :
 - 70 000 € en capital
 - 2 101,92 € d'intérêts courus sur l'année 2020
 - 12 510 € de prime de non-conversion des obligations
- Une somme de 296 141,71 € versée à FONDS LORRAIN DE CONSOLIDATION, toutes tranches confondues (Tranche A et Tranche B) :
 - 245 000 € en capital
 - 7 356,71 € d'intérêts courus sur l'année 2020
 - 43 785 € de prime de non-conversion des obligations

Du jour du remboursement de l'emprunt, les 315 000 obligations convertibles en actions seront automatiquement annulées.

Le remboursement de l'emprunt obligataire s'effectuera le 30 juin 2020.

Cette résolution, mise aux voix, est : *adoptée*
- par 2 515 340 voix ayant voté pour,
- par voix ayant voté contre,
- par voix s'étant abstenues.

DEUXIEME RESOLUTION (rachat d'actions par la Société)

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport du Président, ainsi que du rapport spécial du Commissaire aux comptes, autorise le Président à réduire le capital social d'une somme de 331 840 €, pour le ramener de 2 515 340 € à 2 183 500 €, par voie de rachat de 331 840 actions.

Les actions seront rachetées au prix unitaire de 1,60 €, soit un montant global de 530 944 €.

La différence entre le prix global de rachat de 530 944 € et la réduction de capital de 331 840 €, soit la somme de 99 104 € sera imputée sur le compte « Autres réserves ».

Elle décide, sous réserve de l'adoption de la présente résolution à l'unanimité, que le rachat des 331 840 actions est réservé aux actionnaires suivants :

FONDS LORRAIN DE CONSOLIDATION
à concurrence de..... 105 000 actions
pour un prix de 168 000 €

ADER INVESTISSEMENTS

à concurrence de 30 000 actions
pour un prix de 48 000 €

LA PEPINIERE

à concurrence de 66 840 actions
pour un prix de 106 944 €

Monsieur Gérard LEFAURE

à concurrence de 45 000 actions
pour un prix de 72 000 €

Monsieur Jean-Pierre TEYSSIER

à concurrence de 85 000 actions
pour un prix de 136 000 €

331 840 actions
530 944 €

Par le seul fait de leur rachat, les actions qui en font l'objet, ainsi que tous les droits y attachés, notamment le droit aux bénéfices de l'exercice en cours, seront annulés.

Dans les quinze (15) jours de l'expiration des délais légaux, la Présidence dressera un acte aux fins de constater lesdites réalisations, les modifications statutaires et le paiement du prix.

Cette résolution, mise aux voix, est : *adoptée*

- par 2 515 340 voix ayant voté pour,
- par voix ayant voté contre,
- par voix s'étant abstenues.

TROISIEME RESOLUTION (renoncement de certains associés)

L'assemblée générale extraordinaire constate que Monsieur Régis LIMBACH, Monsieur Jean-Yves MILOJEVIC, la société CFTN, la société EMVR FINANCES et la société EL CONSULTING ont accepté de renoncer à l'offre de rachat de leurs actions.

Cette résolution, mise aux voix, est : *adoptée*

- par 2 515 340 voix ayant voté pour,
- par voix ayant voté contre,
- par voix s'étant abstenues.

QUATRIEME RESOLUTION (droit d'enregistrement)

L'assemblée générale précise que le présent procès-verbal, acte unique, rassemblant les deux opérations :

- de rachat des 331 840 actions de ADER INVESTISSEMENTS, FONDS LORRAIN DE CONSOLIDATION, LA PEPINIERE, Monsieur Gérard LEFAURE et Monsieur Jean-Pierre TEYSSIER par la Société, d'une part,
- et de réduction de capital par annulation desdites actions, d'autre part,

l'opération est enregistrée gratuitement, conformément à l'article 814 C du code général des impôts

Cette résolution, mise aux voix, est : *adoptée*
- par 2 515 340 voix ayant voté pour,
- par voix ayant voté contre,
- par voix s'étant abstenues.

CINQUIEME RESOLUTION (modifications statutaires)

L'assemblée générale, sous réserve et du jour de la constatation de la réalisation définitive des opérations visées aux précédentes résolutions, décide de modifier comme suit les articles 7 et 8 des statuts :

- L'article 7.4 est remplacé et désormais rédigé comme suit

« 7.4 Réduction de capital du 2 juin 2020

Aux termes des délibérations en date du 2 juin 2020, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé de réduire le capital social d'une somme de 331 840 € pour le porter de 2 515 340 € à 2 183 500 € par le rachat par la société et l'annulation de 331 840 actions. »

- L'article 8 est désormais rédigé comme suit

« Article 8 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de deux millions cent quatre-vingt-trois mille cinq cents (2 183 500) euros. Il est divisé en 2 183 500 actions entièrement souscrites et libérées ayant une valeur nominale de 1 € chacune. »

Cette résolution, mise aux voix, est : *adoptée*
- par 2 515 340 voix ayant voté pour,
- par voix ayant voté contre,
- par voix s'étant abstenues.

SIXIEME RESOLUTION (pouvoirs)

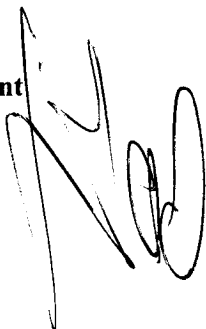
L'assemblée confère au Président les pouvoirs les plus étendus à l'effet de réaliser les opérations ainsi décidées. Ainsi il est habilité à procéder au rachat des actions et à leur annulation et constatera la réalisation définitive de la réduction de capital, modifier les statuts et, d'une manière générale, prendre toutes dispositions pour assurer la bonne fin des présentes.

Il donne également tous pouvoirs au porteur de l'original, d'une copie ou d'extrait certifié conforme du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité ou de dépôt inhérentes aux décisions prises.

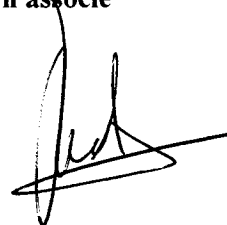
Cette résolution, mise aux voix, est : *adoptée*
- par 2 515 340 voix ayant voté pour,
- par voix ayant voté contre,
- par voix s'étant abstenues.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant plus la parole, le président déclare la séance levée. De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le président et un associé.

Le président



Un associé



Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
METZ
Le 06/07/2020 Dossier 2020 00021783, référence 5704P61 2020 A 02030
Enregistrement : 0 € Penalties : 0 €
Total liquidé : Zero Euro
Montant reçu : Zero Euro
L'Agent administratif principal des finances publiques

DUPLICATA



Madine LANG

AML FINANCES Société Par Actions Simplifiée au capital de 2 515 340.00 € Siège social : 1 rue du Grand Pré - Zone Euromoselle Sud 57180 FEVES 830 289 757 RCS Metz	Le 11 MARS 2021 Le Greffier 
---	---

**PROCES-VERBAL DES DECISIONS DU PRESIDENT
DU 3 JUILLET 2020**

L'an deux mille vingt,
le trois juillet

A FEVES

La société EMVR FINANCES, représentée par son représentant légal, Monsieur Régis LIMBACH, présidente de la société ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes suite à l'assemblée générale extraordinaire du 2 juin 2020,

Expose ce qui suit :

Une assemblée générale extraordinaire s'est tenue en date du 2 juin 2020 avec pour ordre du jour :

- Rachat de 331 840 actions détenues en pleine propriété par des associés déterminés par la Société en vue de les annuler,
- Réduction consécutive du capital social de 331 840 €, par annulation des actions,
- Conditions et modalités de la réduction de capital,
- Pouvoir à la Présidence pour réaliser les opérations, le constater et apporter aux statuts les modifications corrélatives.

En conséquence, constate

Monsieur Régis LIMBACH constate la réalisation définitive, en date de ce jour :

- Du rachat des 331 840 actions de ADER INVESTISSEMENTS, FONDS LORRAIN DE CONSOLIDATION, LA PEPINIERE, Monsieur Gérard LEFAURE et Monsieur Jean-Pierre TEYSSIER par la Société,
- Du versement d'une somme de 48 000 € à ADER INVESTISSEMENTS,
- Du versement d'une somme de 168 000 € à FONDS LORRAIN DE CONSOLIDATION,
- Du versement d'une somme de 106 944 € à LA PEPINIERE,
- Du versement d'une somme de 72 000 € à Monsieur Gérard LEFAURE,
- Du versement d'une somme de 136 000 € à Monsieur Jean-Pierre TEYSSIER,
- De la réduction du capital social,
- De l'annulation des 331 840 actions,
- De la modification des articles 7 et 8 des statuts.

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités de droit.

De tout ce que dessus, Monsieur Régis LIMBACH a dressé le présent procès-verbal qu'il signe après lecture.

Régis LIMBACH
Pour EMVR FINANCES

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Régis LIMBACH', written over the printed name and company.

AML FINANCES Société Par Actions Simplifiée au capital de 2 515 340.00 € Siège social : 1 rue du Grand Pré - Zone Euromoselle Sud 57180 FEVES 830 289 757 RCS Metz	Le 11 MARS 2021 Le Greffier 
---	---

**PROCES-VERBAL DES DECISIONS DU PRESIDENT
DU 3 JUILLET 2020**

L'an deux mille vingt,
le trois juillet

A FEVES

La société EMVR FINANCES, représentée par son représentant légal, Monsieur Régis LIMBACH, présidente de la société ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes suite à l'assemblée générale extraordinaire du 2 juin 2020,

Expose ce qui suit :

Une assemblée générale extraordinaire s'est tenue en date du 2 juin 2020 avec pour ordre du jour :

- Rachat de 331 840 actions détenues en pleine propriété par des associés déterminés par la Société en vue de les annuler,
- Réduction consécutive du capital social de 331 840 €, par annulation des actions,
- Conditions et modalités de la réduction de capital,
- Pouvoir à la Présidence pour réaliser les opérations, le constater et apporter aux statuts les modifications corrélatives.

En conséquence, constate

Monsieur Régis LIMBACH constate la réalisation définitive, en date de ce jour :

- Du rachat des 331 840 actions de ADER INVESTISSEMENTS, FONDS LORRAIN DE CONSOLIDATION, LA PEPINIERE, Monsieur Gérard LEFAURE et Monsieur Jean-Pierre TEYSSIER par la Société,
- Du versement d'une somme de 48 000 € à ADER INVESTISSEMENTS,
- Du versement d'une somme de 168 000 € à FONDS LORRAIN DE CONSOLIDATION,
- Du versement d'une somme de 106 944 € à LA PEPINIERE,
- Du versement d'une somme de 72 000 € à Monsieur Gérard LEFAURE,
- Du versement d'une somme de 136 000 € à Monsieur Jean-Pierre TEYSSIER,
- De la réduction du capital social,
- De l'annulation des 331 840 actions,
- De la modification des articles 7 et 8 des statuts.

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités de droit.

De tout ce que dessus, Monsieur Régis LIMBACH a dressé le présent procès-verbal qu'il signe après lecture.

Régis LIMBACH
Pour EMVR FINANCES

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Régis LIMBACH', written over the printed name and company.

AML FINANCES Société Par Actions Simplifiée au capital de 2 515 340.00 € Siège social : 1 rue du Grand Pré - Zone Euromoselle Sud 57180 FEVES 830 289 757 RCS Metz	Le 11 MARS 2021 Le Greffier 
---	---

**PROCES-VERBAL DES DECISIONS DU PRESIDENT
DU 3 JUILLET 2020**

L'an deux mille vingt,
le trois juillet

A FEVES

La société EMVR FINANCES, représentée par son représentant légal, Monsieur Régis LIMBACH, présidente de la société ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes suite à l'assemblée générale extraordinaire du 2 juin 2020,

Expose ce qui suit :

Une assemblée générale extraordinaire s'est tenue en date du 2 juin 2020 avec pour ordre du jour :

- Rachat de 331 840 actions détenues en pleine propriété par des associés déterminés par la Société en vue de les annuler,
- Réduction consécutive du capital social de 331 840 €, par annulation des actions,
- Conditions et modalités de la réduction de capital,
- Pouvoir à la Présidence pour réaliser les opérations, le constater et apporter aux statuts les modifications corrélatives.

En conséquence, constate

Monsieur Régis LIMBACH constate la réalisation définitive, en date de ce jour :

- Du rachat des 331 840 actions de ADER INVESTISSEMENTS, FONDS LORRAIN DE CONSOLIDATION, LA PEPINIERE, Monsieur Gérard LEFAURE et Monsieur Jean-Pierre TEYSSIER par la Société,
- Du versement d'une somme de 48 000 € à ADER INVESTISSEMENTS,
- Du versement d'une somme de 168 000 € à FONDS LORRAIN DE CONSOLIDATION,
- Du versement d'une somme de 106 944 € à LA PEPINIERE,
- Du versement d'une somme de 72 000 € à Monsieur Gérard LEFAURE,
- Du versement d'une somme de 136 000 € à Monsieur Jean-Pierre TEYSSIER,
- De la réduction du capital social,
- De l'annulation des 331 840 actions,
- De la modification des articles 7 et 8 des statuts.

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités de droit.

De tout ce que dessus, Monsieur Régis LIMBACH a dressé le présent procès-verbal qu'il signe après lecture.

Régis LIMBACH
Pour EMVR FINANCES

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Régis LIMBACH', written over the printed name.

2018 B 105
DEPOSE AU GREFFE DU
TRIBUNAL D'INSTANCE DE METZ
Sous le n° 2021 A 1766

Le 11 MARS 2021

Le Greffier

AML FINANCES

Société par actions simplifiée au capital de 2 183 500 €
Siège social Rue du Grand Pré 57280 FEVES
830 289 757 RCS METZ

**STATUTS TELS QUE MIS A JOUR SUITE A L'ASSEMBLEE GENERALE
EXTRAORDINAIRE DU 2 JUIN 2020 ET DES DECISIONS DU PRESIDENT DU 3 JUILLET
2020**

SOMMAIRE

Sommaire.....	2
Partie lors de la constitution de la société.....	4
Titre I - Caractéristiques principales de la société.....	4
Article 1. Constitution - Forme.....	4
Article 2. Objet	4
Article 3. Dénomination	5
Article 4. Siège social	5
Article 5. Durée.....	5
Article 6. Exercice social	5
Article 7. Apports	5
7.1. Constitution.....	5
7.2. Augmentation du capital du 7 juillet 2017.....	5
7.3. Augmentation de capital du 4 octobre 2017	6
7.4. Réduction de capital du 2 juin 2020	6
Article 8. Capital social	6
Article 9. Modification du capital social.....	6
Titre II - Valeurs mobilières	7
Article 10. Forme des actions	7
Article 11. Droits et obligations attachés aux actions.....	7
11.1. Généralités	7
11.2. Droit d'information permanent.....	8
11.3. Droit d'information préalable aux décisions prises par la collectivité des associés.....	8
Article 12. Indivisibilité des actions	8
Article 13. Démembrement.....	8
Titre III - Modalité et contrôle des cessions.....	9
Article 14. Transmission des actions	9
14.1. Définitions	9
14.2. Modalités de transmission des actions.....	10
14.3. Agrément	10
Titre IV - Direction et contrôle de la société.....	11
Article 15. Direction de la société.....	11
15.1. Président	11
a) Fonctions et attributions du Président.....	11
b) Désignation du Président	12
c) Cessation des fonctions de Président.....	12
d) Rémunération du Président.....	12
15.2. Directeur(s) général(aux).....	12
Article 16. Conventions entre la société, son président, ses associés	13

Article 17.	Commissaire aux comptes	13
Titre V -	Décisions de l'associé unique ou des associés	13
Article 18.	Objet des décisions de l'associé unique ou des associés	13
Article 19.	Associé unique.....	14
Article 20.	Initiative des consultations.....	14
Article 21.	Forme des décisions collectives.....	14
21.1.	Consultation en assemblée générale	14
21.2.	Consultation écrite	15
21.3.	Consultation par voie de téléconférence	16
21.4.	Consentement de tous les associés dans un acte	16
Article 22.	Nature et adoption des décisions collectives	16
22.1.	Décisions ordinaires.....	17
a)	Nature de « décision ordinaire »	17
b)	Quorum des décisions ordinaires.....	17
c)	Majorité requise pour les décisions ordinaires.....	17
22.2.	Décisions extraordinaires.....	17
a)	Nature de « décision extraordinaire »	17
b)	Quorum des décisions extraordinaires	17
c)	Majorité requise pour les décisions extraordinaires.....	17
Article 23.	Procès-verbaux	18
Article 24.	Prérogatives du comité d'entreprise	18
24.1.	Délibérations de la collectivité des associés	18
a)	Assemblées d'associés ou délibération par voie de téléconférences (téléphoniques ou audiovisuelles)	18
b)	Délibération par consultation écrite	19
c)	Décisions de l'associé unique	19
d)	Consentement de tous les associés dans un acte unique	19
Titre VI -	Informations comptables et financières	19
Article 25.	Inventaire – Comptes annuels.....	19
Article 26.	Affectation et répartition du résultat.....	19
Titre VII -	Transformation – Dissolution – Liquidation.....	20
Article 27.	Transformation de la société.....	20
Article 28.	Dissolution - Liquidation	20
Titre VIII -	Dispositions finales.....	21
Article 29.	Contestations.....	21

PARTIE LORS DE LA CONSTITUTION DE LA SOCIETE

Le soussigné Monsieur Régis LIMBACH

Né le 5 mai 1970 à Metz (57)

De nationalité française

Demeurant 75 Rue du Maréchal Leclerc 57530 Courcelles-Chaussy

a établi en date du 12 juin 2017, les statuts de la société par actions simplifiée (S.A.S.) AML FINANCES qui ont été mis à jour en dernière date du 2 juin 2020.

TITRE I - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE LA SOCIETE

Article 1. Constitution - Forme

Par acte sous seing privé du 12 juin 2017, il est formé une société par actions simplifiée qui a acquis sa personnalité morale par suite de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés d'Epinal en date du 15 juin 2017.

Elle est identifiée sous le numéro SIREN 830 289 757.

Elle est régie par les lois en vigueur et par les présents statuts et fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Article 2. Objet

La Société a pour objet, directement ou indirectement, en France comme à l'étranger :

- La prise de participation dans le capital de toutes sociétés, ainsi que la participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ;
- La gestion et la direction, l'animation et le contrôle de l'ensemble des services administratifs, informatiques, commerciaux, financiers et comptables de ses filiales et participations ;
- Le conseil en matière stratégique, de gestion, en organisation, en marketing, en recrutement, en informatique, en ingénierie financière ; le conseil en système d'information, et de management, ainsi que toutes activités de conseil au chef d'entreprise, notamment assistance en développement international ; et plus généralement la fourniture de toutes prestations de services, y compris de direction, aux entreprises ;
- L'acquisition, la prise de participations et la gestion de toutes valeurs mobilières, parts sociales, titres émis, sous quelques formes que ce soit, par les Sociétés, les établissements financiers, l'Etat, les Collectivités publiques, les Fonds communs de placement, les Fonds communs de créances ;
- La création, l'acquisition, la cession et l'exploitation de tout patrimoine immobilier, ainsi que de toutes marques de fabrique et de commerce, de licence et procédés, de brevets ou de modèles de fabrique ;
- Et plus généralement toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, économiques ou juridiques, financières, civiles ou commerciales, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à cet objet ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires.

Article 3. Dénomination

La dénomination sociale est : **AML FINANCES**.

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "Société par actions simplifiée" ou des initiales "S.A.S.", de l'énonciation du montant du capital social, ainsi que le numéro d'identification SIREN et la mention RCS suivie du nom de la ville où se trouve le greffe où elle sera immatriculée.

Article 4. Siège social

Le siège social est fixé à FEVES (57280) Rue du Grand Pré - Zone Euromoselle Sud.

Le transfert du siège social en tous lieux ou à l'étranger intervient sur décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires.

La création, le déplacement, la fermeture des succursales, agences et dépôts situés en tous lieux ou à l'étranger interviennent sur simple décision du président.

Article 5. Durée

La durée de la société est fixée à **quatre-vingt-dix-neuf (99) années** à compter de son immatriculation, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée prévus aux présents statuts.

Article 6. Exercice social

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui **commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre**.

Par exception, le premier exercice a débuté le jour de l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés d'Epinal en date du 15 juin 2017 et s'est terminé le **31 décembre 2017**.

Article 7. Apports

7.1. Constitution

Lors de la constitution, l'associé a fait apport d'une somme en numéraire d'un montant total de 100 € en contrepartie de laquelle il a été créé 100 actions.

Ledit apport a été souscrit en totalité et intégralement libéré comme en atteste le certificat du dépositaire de fonds ci-annexé, à savoir, la Banque Populaire d'Alsace Lorraine Champagne.

7.2. Augmentation du capital du 7 juillet 2017

Suivant décision de l'associé unique en date du 7 juillet 2017, approuvant le contrat d'apport en nature signé le 16 juin 2017, le capital social a été augmenté de 2 330 240 € au moyen des apports effectué par Monsieur Fabrice LIMBACH, Monsieur Jean-Yves MILOJEVIC et la société COMPAGNIE FINANCIERE DES TECHNIQUES NOUVELLES de 6 983 actions représentant 92% du capital et des droits de vote de la société AML MICROTECHNIQUE LORRAINE, société de droit français par

actions simplifiée au capital de 1 001 880 €, siège social Rue du Grand Pré – Zone Euromoselle Sud 57280 Fèves et de 200 parts sociales représentant 100% du capital et des droits de vote de la société AML MICROTECHNIQUE MAROC, société de droit marocain à responsabilité limitée au capital de 3 000 000 Dirhams, siège social 3 Boulevard Chefchaouni à Mohammédia – Maroc, respectivement évaluées à 1 955 240 € et 375 000 €.

En contrepartie de cet apport, il a été attribué à Monsieur Fabrice LIMBACH, Monsieur Jean-Yves MILOJEVIC et la société COMPAGNIE FINANCIERE DES TECHNIQUES NOUVELLES, 2 330 240 actions de 1 €, entièrement libérées, respectivement 196 840 actions, 100 800 actions et 2 032 600 actions.

7.3. Augmentation de capital du 4 octobre 2017

Aux termes des délibérations en date du 4 octobre 2017, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 185 000 € pour le porter de 2 330 340 € à 2 515 340 € par l'émission de 185 000 actions nouvelles de numéraire de 1 € de nominal chacune.

7.4. Réduction de capital du 2 juin 2020

Aux termes des délibérations en date du 2 juin 2020, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé de réduire le capital social d'une somme de 331 840 € pour le porter de 2 515 340 € à 2 183 500 € par le rachat par la société et l'annulation de 331 840 actions.

Article 8. Capital social

Le capital social est fixé à la somme de deux millions cent quatre-vingt-trois mille cinq cents (2 183 500) euros. Il est divisé en 2 183 500 actions entièrement souscrites et libérées ayant une valeur nominale de 1 € chacune.

Article 9. Modification du capital social

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti suivant décision ou autorisation de la collectivité des associés par tous moyens et procédures prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, applicables aux sociétés anonymes.

La société peut notamment émettre toutes valeurs mobilières prévues à l'article L. 228-91 et suivants du Code de commerce.

En représentation des augmentations du capital, il peut être créé des actions de préférence.

Les augmentations du capital sont réalisées nonobstant l'existence de rompus.

TITRE II - VALEURS MOBILIERES

Article 10. Forme des actions

Les actions émises par la société ont obligatoirement la forme nominative.

Lorsque les conditions légales sont réunies, la société peut créer des actions de préférence, avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent. Ces droits sont définis dans les statuts.

L'associé unique ou, en cas de pluralité des associés, la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour la réduction du capital social en l'absence de pertes, peut, à tout moment, décider ou autoriser le rachat des actions de préférence.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres que la société tient à cet effet au siège social.

Article 11. Droits et obligations attachés aux actions

11.1. Généralités

Toute action en l'absence de catégories d'actions, ou toute action d'une même catégorie d'actions dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social.

Chaque action, hors celles sans droit de vote, donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives ou assemblées générales.

Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix au moins.

Les droits et obligations suivent l'action quelle qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de la collectivité des associés.

Les créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs sociales, ni en demander le partage ou la licitation ; ils doivent s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de la collectivité des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les associés propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou droits nécessaires.

11.2. Droit d'information permanent

Tout associé a le droit, à toute époque sous réserve d'une demande préalable effectuée quinze (15) jours avant la consultation, de consulter au siège social ou au lieu de la direction administrative de la société les documents suivants :

- les documents sociaux concernant les trois (3) derniers exercices, à savoir : l'inventaire, les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe), les rapports des commissaires aux comptes
- les procès-verbaux et feuilles de présences des assemblées tenues au cours des trois (3) derniers exercices
- la liste des dirigeants et des commissaires aux comptes, ainsi que celle des associés à jour, mentionnant le nombre de valeurs mobilières dont ils sont détenteurs ainsi que leurs natures
- les statuts de la société en vigueur au jour de la demande

Ce droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie, à l'exception de l'inventaire.

11.3. Droit d'information préalable aux décisions prises par la collectivité des associés

Tout associé a le droit, à compter de la convocation de l'assemblée générale, de consulter au siège social ou au lieu de la direction administrative de la société, les documents suivants :

- le rapport de l'organe de direction
- le texte des projets de résolution
- le cas échéant, le(s) rapport (s) des commissaires aux comptes, aux apports ou à la fusion
- s'il s'agit de l'assemblée ordinaire annuelle, les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe), le rapport de gestion

Ce droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie, à l'exception de l'inventaire.

A compter de la convocation, tout associé a, au plus tard cinq (5) jours avant la tenue de l'assemblée générale, la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le Président sera tenu de répondre au cours de l'assemblée.

Article 12. Indivisibilité des actions

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les associés propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

Article 13. Démembrement

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire pour les décisions extraordinaires et à l'usufruitier pour les décisions ordinaires.

L'usufruitier est le seul titulaire des dividendes distribués sans distinguer selon leur source (réserves, profits exceptionnels ou autres).

Cependant, les associés concernés peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux consultations collectives et de la distribution des dividendes. La convention est notifiée par lettre recommandée à la société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute consultation collective qui aurait lieu après l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi de cette lettre.

Dans tous les cas, l'associé détenant la nue-propiété a le droit de participer aux consultations collectives.

TITRE III - MODALITE ET CONTROLE DES CESSIONS

Article 14. Transmission des actions

14.1. Définitions

Les termes ci-après énumérés dans les statuts ont la signification suivante :

- Cession/ Céder : Désigne toute mutation, immédiate ou à terme, directe ou indirecte, volontaire ou forcée, à titre gratuit ou à titre onéreux, par quelque mode juridique que ce soit, et notamment, sans que cette liste soit limitative, par vente amiable ou forcée y compris aux enchères, apport, donation, distribution, échange, fusion ou scission, restructuration, prêt, constitution d'une garantie (notamment nantissement), attribution judiciaire, dissolution et liquidation d'une personne morale, transmission en cas de succession, liquidation de communauté entre époux, transfert à un ascendant ou un descendant, entraînant un transfert de la jouissance et/ou de la pleine propriété, de la nue-propiété ou de l'usufruit d'actions, étant précisé que la cession ou la renonciation à des droits préférentiels de souscription d'actions au profit d'une personne, physique ou morale, dénommée est assimilée à une Cession.
Les termes de Cédant et de Cessionnaire devront être interprétés dans cette acception.
- Tiers : Désigne toute personne, physique ou morale, ou entité juridique quelconque autre qu'un Associé ;
- Actions, Titres ou Valeur mobilière : Désigne la nue-propiété, l'usufruit ou la pleine propriété :
 - des actions présentes et à venir, qu'elles soient créées du chef des actions existantes ou acquises dans toute autre condition, représentatives du capital social et des droits de vote de la société,
 - des droits de souscription d'actions en cas d'augmentation de capital, des droits d'attribution d'actions gratuites,
 - de manière générale, de tous les droits, titres et valeurs mobilières, simples ou composées, donnant accès ou pouvant donner accès, immédiatement ou à terme, directement ou indirectement, par conversion, échange, remboursement, présentation ou exercice d'un bon ou de toute autre manière, à des actions ou des titres représentatifs d'une quotité du capital social et/ou des droits de vote de la Société ou à une quotité de ses bénéfices, ainsi que les droits préférentiels de souscription et/ou les droits d'attribution et/ou tous autres droits attachés aux actions, valeurs mobilières et droits susvisés ;
- Réception des notifications : Toute notification devant être donnée au titre des présents statuts sera réputée avoir été reçue, au plus tard, sept (7) jours après la date du cachet de la poste.

14.2. Modalités de transmission des actions

La transmission des Valeurs Mobilières s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société et signé par le cédant ou son mandataire. Les frais de transfert sont à la charge du cessionnaire.

La Société est tenue de procéder à cette transmission le jour même de la réception de l'ordre de mouvement et au plus tard dans les quinze (15) jours qui suivent celle-ci. A défaut d'y procéder le commissaire au compte pourra se substituer au représentant légal.

Les Valeurs Mobilières sont librement transmissibles par l'associé unique ou entre associés

Dans les autres situations, les Valeurs Mobilières sont transmissibles, sous les conditions suivantes :

14.3. Agrément

Lorsque la société comporte plus d'un associé, les Valeurs Mobilières ne peuvent être transmises, sous quelque forme et à quelque titre que ce soit, y compris entre associés, conjoints, ascendants ou descendants qu'après avoir été agréé dans les conditions suivantes :

- a) La demande d'agrément doit être notifiée au Président par lettre recommandée avec accusé de réception ou par lettre simple remise contre émargement du Président. Elle indique le nombre de Valeurs Mobilières dont la transmission est envisagée, le prix de la mutation, l'identité de l'acquéreur (nom, prénom / dénomination, adresse du domicile / siège social, nationalité, le cas échéant pour les personnes morales, numéro RCS, montant et répartition du capital social et identité de ses dirigeants sociaux).
- b) A réception de la demande d'agrément, le Président convoque la collectivité des associés. La décision d'agrément ou de refus d'agrément est prise par un ou plusieurs associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires ; les actions de l'associé qui projette de transmettre ses actions sont prises en compte pour le calcul de cette majorité.
- c) L'agrément résultera soit d'une notification, soit du défaut de réponse dans le délai de deux (2) mois à compter de la réception de la demande d'agrément notifiée par l'associé transmettant. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.
- d) En cas d'agrément, la transmission projetée est réalisée par l'associé transmettant aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément ; à défaut de réalisation du transfert des Valeurs Mobilières dans le délai d'un (1) mois suivant de la notification de l'agrément, l'agrément sera caduc.
- e) En cas de refus d'agrément, l'associé transmettant doit, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de la décision de refus d'agrément, indiquer à la société au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception, s'il entend renoncer à son projet de transmission. A défaut d'exercice de ce droit de repentir, la société doit dans un délai de deux (2) mois à compter de la notification de la décision de refus d'agrément :
 - Soit faire racheter les Valeurs Mobilières dont la transmission était envisagée par un ou plusieurs associés ;
 - Soit procéder elle-même à ce rachat ; dans ce cas elle doit dans les six (6) mois de ce rachat céder ces Valeurs Mobilières ou les annuler dans le cadre d'une réduction de son capital social.

Le prix de rachat des Valeurs Mobilières du transmettant est fixé d'un commun accord. En cas de désaccord, le prix de rachat est déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Si, à l'expiration dudit délai de deux (2) mois, le rachat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de

commerce statuant en la forme des référés, sans recours possible, le transmettant et le bénéficiaire de la transmission dûment appelés.

La transmission au nom du ou des acquéreurs désignés par les associés est régularisée par un ordre de virement signé par le cédant ou son mandataire, ou à défaut le président de la société qui le notifiera au transmettant, dans les huit (8) jours de sa date, avec invitation à se présenter au siège social pour recevoir le prix de cession, qui ne sera pas productif d'intérêts.

Toutes les transmissions d'actions effectuées en violation du présent article sont nulles.

Le présent article ne peut être supprimé ou modifié qu'à l'unanimité des associés.

Le présent article ne trouve pas à s'appliquer lorsque la société ne comporte qu'un seul associé.

TITRE IV - DIRECTION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

Article 15. Direction de la société

15.1. Président

a) Fonctions et attributions du Président

La société est gérée, dirigée et représentée à l'égard des tiers par un Président qui est une personne physique ou morale, salariée ou non, associée ou non de la société.

La personne morale Président est représentée par son représentant légal, sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent. Les règles fixant la responsabilité des membres du conseil d'administration des sociétés anonymes sont applicables au Président de la société par actions simplifiée.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

Dans les rapports entre la société et son comité d'entreprise, le président constitue l'organe social auprès duquel les délégués dudit comité exercent les droits définis par l'article 432-6 du Code du travail.

Toutes questions qui ne relèvent expressément, en vertu de la réglementation en vigueur ou par les présents statuts, ni de la décision de l'associé unique ou des associés, ni de la décision d'un autre organe de direction et/ou de contrôle de la Société, sont de la compétence du Président.

Dans les rapports avec les tiers, le Président représente la société et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans les limites de son objet social.

Les dispositions des présents statuts limitant les pouvoirs du président sont inopposables aux tiers.

La société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

b) Désignation du Président

Au cours de la vie sociale le Président ne peut être renouvelé, remplacé, révoqué et nommé que par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés par une décision collective des associés statuant sous les formes et conditions des assemblées générales ordinaires.

Sauf décision contraire des associés, la durée des fonctions du Président est indéterminée.

c) Cessation des fonctions de Président

Les fonctions de président prennent fin : soit par le décès, la démission, la révocation, soit par la survenance d'une interdiction légale de gérer, diriger ou administrer une société, soit par l'ouverture d'une procédure de sauvegarde des entreprises, ou de surendettement.

En cas de cessation des fonctions de président par démission, il devra respecter un préavis de trois (3) mois, lequel pourra être réduit lors de la consultation des associés qui aura à statuer sur le remplacement du président démissionnaire.

Le président est révocable à tout moment par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés par une décision collective des associés statuant sous les formes et conditions des assemblées générales ordinaires. Cette décision n'aura pas lieu d'être motivée et n'ouvre droit à aucune indemnité de révocation, sauf décision contraire des associés. Il est également révocable par le tribunal de commerce pour cause légitime à la demande de tout associé.

En cas de cessation des fonctions de président pour une cause autre que la démission ou la révocation, l'associé unique nommera un nouveau président, en cas de pluralité des associés, l'associé majoritaire convoquera, dans le (1) mois de la cessation, la collectivité des associés pour statuer, sous les formes et conditions des assemblées générales ordinaires, sur la nomination d'un nouveau président.

En cas de carence de l'associé majoritaire, tout associé pourra convoquer la collectivité des associés.

d) Rémunération du Président

Le Président peut recevoir une rémunération en compensation de la responsabilité et de la charge attachées à ses fonctions, dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par une décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité des associés, par une décision collective des associés statuant sous les formes et conditions des assemblées générales ordinaires. Elle peut être fixe et/ou proportionnelle. En outre, le Président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

15.2. Directeur(s) général(aux)

Sur la proposition du Président, l'assemblée générale peut nommer, à la majorité requise pour les décisions ordinaires, un ou plusieurs Directeur(s) général(aux).

La durée de leur fonction est fixée dans la décision de nomination et ne peut excéder celle du mandat du Président.

Ils peuvent être révoqué à tout moment par décision de l'assemblée générale prise à la majorité requise pour les décisions ordinaires, sur proposition du Président, sans qu'il soit besoin d'un juste motif et sans droit à indemnisation, sauf décision contraire des associés.

Leurs rémunérations sont fixées dans les mêmes conditions que celle du Président.

Ils disposent des mêmes pouvoirs que le Président, dont celui de représentation de la société à l'égard des tiers, sous réserve des limitations éventuellement fixées par la décision de nomination ou par une décision ultérieure.

Article 16. Conventions entre la société, son président, ses associés

Les conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la société et son dirigeant, associé unique, sont mentionnées au registre des décisions de l'associé unique.

Lorsque l'associé unique n'est pas dirigeant de la société, les conventions conclues par le président sont soumises à son approbation.

Lorsque la société comporte plusieurs associés, la procédure de contrôle est celle prévues par l'article L. 227-10 du Code de commerce.

Article 17. Commissaire aux comptes

Si les conditions légales sont réunies, le contrôle légal de la société est effectué par un commissaire aux comptes exerçant sa mission conformément à la loi.

Il est nommé pour une durée de six (6) exercices.

En outre, tout associé pourra demander à la société de charger le commissaire aux comptes ou tout autre expert désigné par lui, d'accomplir toutes missions de contrôle comptable, d'audit ou d'expertise qu'il jugerait nécessaire, soit dans la société elle-même, soit dans ses filiales.

TITRE V - DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DES ASSOCIES

Article 18. Objet des décisions de l'associé unique ou des associés

L'associé unique ou, en cas de pluralité des associés, les associés délibérant collectivement sont seuls compétents pour prendre les décisions suivantes :

- Nomination, révocation du Président, Directeur Général
- Nomination et renouvellement du commissaire aux comptes ;
- Approbation des comptes sociaux annuels et affectation des résultats ;
- Approbation des conventions de l'article L.227-10 du code de commerce
- Toutes modifications statutaires, et notamment : extension ou modification de l'objet social, augmentation, amortissement ou réduction du capital social, transfert du siège,

Sauf clause statutaire contraire, toute autre décision relève de la compétence du Président.

Article 19. Associé unique

Si la société venait à ne comporter qu'un associé, ce dernier exercera les pouvoirs dévolus aux associés lorsque les présents statuts prévoient une prise de décision collective.

Article 20. Initiative des consultations

L'organe compétent pour provoquer la décision des associés est le Président.

Un ou plusieurs associés, réunissant au moins dix pour cent (10%) du capital social, peut demander au Président de convoquer l'assemblée générale des associés. La demande est présentée aux frais des demandeurs. Ils devront justifier de cette quotité et mandater l'un d'entre eux de présenter la demande au Président. A défaut de réunion d'une assemblée dans les trente (30) jours de la réception de cette demande, le mandataire des demandeurs pourra convoquer directement les associés en assemblée générale.

Le commissaire aux comptes dispose des mêmes prérogatives.

Article 21. Forme des décisions collectives

Les décisions collectives des associés sont prises, au choix du Président:

- soit en assemblée générale réunie au siège social ou en tout autre lieu indiqué sur la convocation,
- soit par consultation par correspondance,
- soit par téléconférence téléphonique ou audiovisuelle
- soit par acte authentique ou sous seing privé.

Tous moyens de télécommunication peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

Les décisions prises conformément à la loi et aux statuts obligent tous les associés même absents, dissidents ou incapables.

21.1. Consultation en assemblée générale

Lorsque la consultation de la collectivité des associés est faite en assemblée générale, la convocation est faite par tous procédés de communication écrite (courriel, télécopie, lettre simple ou recommandée, etc.) huit (8) jours avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

L'assemblée peut en outre être convoquée verbalement et se tenir sans délai, si tous les associés y sont présents ou régulièrement représentés.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'assemblée est présidée par le Président ; à défaut, l'assemblée élit son président de séance.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence.

Participation par téléconférence

Sont présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les associés qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification.

Le vote de l'associé participant à l'assemblée par téléconférence n'est pas assimilé à un vote à distance, mais bien comme un vote en séance.

Représentation de l'associé

Les associés peuvent uniquement se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé, en ce compris l'usufruitier. Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats. Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

Vote à distance

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret 2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache.

Pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires qui ont été reçus par la société avant la réunion de l'assemblée. Les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention sont considérés comme des votes négatifs.

21.2. Consultation écrite

En cas de consultation écrite, le Président doit adresser à chacun des associés par courrier recommandé avec accusé de réception ou lettre remise en main propre contre décharge, un bulletin de vote portant les mentions suivantes :

- Sa date d'envoi aux associés ;
- La date à laquelle la société devra avoir reçu les bulletins de vote. A défaut d'indication de cette date, le délai maximal de réception des bulletins sera de quinze (15) jours à compter de la date d'expédition du bulletin de vote ;
- La liste des documents joints et nécessaires à la prise de décision ;
- Le texte des résolutions proposées avec, sous chaque résolution, l'indication des options de délibérations (adoption ou rejet) ;
- L'adresse à laquelle doivent être retournés les bulletins.

Chaque associé devra compléter le bulletin de vote en cochant, pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote. Si plus d'une case ont été cochées pour une même résolution, le vote sera réputé être un vote de rejet.

Chaque associé doit retourner un exemplaire de ce bulletin de vote dûment complété, daté et signé, à l'adresse indiquée, et, à défaut, au siège social.

Le défaut de réponse d'un associé dans le délai indiqué vaut abstention totale de l'associé concerné.

Dans les cinq (5) jours ouvrés suivant la réception du dernier bulletin de vote et au plus tard le cinquième jour ouvré suivant la date limite fixée pour la réception des bulletins, le Président établit, date et signe le procès-verbal des délibérations.

Les bulletins de vote, les preuves d'envoi de ces bulletins et le procès-verbal des délibérations sont conservés au siège social.

21.3. Consultation par voie de téléconférence

En cas de consultation de la collectivité des associés par voie de téléconférence, le Président, dans la journée de la consultation, établit, date et signe un exemplaire du procès-verbal des délibérations de la séance avec en annexe un document faisant ressortir :

- L'identification des associés ayant voté ;
- Celle des associés n'ayant pas participé aux délibérations ;
- Ainsi que, pour chaque résolution, l'identification des associés avec le sens de leurs votes respectifs.

Le Président en adresse un exemplaire par télécopie ou tout autre procédé de communication écrite à chacun des associés en faisant la demande.

L'associé ne peut en aucun cas rendre responsable la société de tout incident technique lié au transfert des télécopies, courriels, etc. ; le principe demeure que chaque associé participe personnellement à la consultation, ces modes d'expression n'étant que des moyens facilitant la manifestation de leur volonté.

En cas de délégations de pouvoirs, une preuve des mandats est également communiquée au président par le même moyen.

21.4. Consentement de tous les associés dans un acte

Dans ce cas, un acte sous seings privés ou notarié est dressé par le Président ; il y est relaté l'objet de la ou des décisions, sous forme de résolutions, présentées par le Président ou un ou plusieurs associés. La signature de tous les associés de ce document pourra intervenir simultanément ou par échange de correspondance ; dans ce cas la décision sera considérée comme adoptée à la date de la dernière signature.

Le Président portera alors cette date sur l'acte et l'adressera immédiatement pour information au Commissaire aux Comptes et fera le nécessaire afin de la reporter sur le registre des décisions des Assemblées.

La consultation, même sous cette forme, sera toujours accompagnée d'un rapport explicatif du Président permettant d'éclairer le consentement des associés et qui sera portée à la connaissance de tous les associés préalablement ou concomitamment à leur consultation.

Article 22. Nature et adoption des décisions collectives

Les décisions collectives des associés sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires :

22.1. Décisions ordinaires

a) Nature de « décision ordinaire »

Les décisions ordinaires sont celles qui ne modifient pas les statuts.

b) Quorum des décisions ordinaires

Les décisions collectives qualifiées d'ordinaires ne sont valablement prises, sur première consultation, que si les associés présents, représentés ou ayant voté à distance possèdent au moins 50% des actions ayant le droit de vote.

Sur deuxième consultation aucun quorum n'est requis.

c) Majorité requise pour les décisions ordinaires

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées, sauf dispositions contraires de la loi ou des statuts à la majorité simple des voix dont disposent les actionnaires présents, représentés ou ayant voté à distance.

22.2. Décisions extraordinaires

a) Nature de « décision extraordinaire »

Les décisions extraordinaires sont seules à pouvoir modifier les statuts dans toutes leurs dispositions.

Elles ne peuvent, toutefois, augmenter les engagements des associés sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

b) Quorum des décisions extraordinaires

Les décisions collectives qualifiées d'extraordinaires ne sont valablement prises, sur première consultation, que si les associés présents, représentés ou ayant voté à distance possèdent au moins 50% des actions ayant le droit de vote.

Sur deuxième consultation aucun quorum n'est requis.

c) Majorité requise pour les décisions extraordinaires

Les décisions collectives sont adoptées, sauf dispositions contraires de la loi ou des statuts, à la majorité des deux tiers (2/3) des voix dont disposent les actionnaires présents, représenté ou ayant voté à distance.

Par dérogation aux dispositions qui précèdent, l'adoption ou la modification des éventuelles clauses statutaires relatives à l'inaliénabilité temporaire des actions, aux droits de préemption des associés en cas de cession d'actions, à la procédure d'agrément des cessions d'actions, au changement de contrôle d'une personne morale associée ou à la procédure d'expulsion des associés requièrent une décision unanime des associés.

De même toute décision, y compris de transformation, ayant pour effet d'augmenter les engagements d'un ou plusieurs associés ne peut être prise qu'à l'unanimité d'entre eux.

Article 23. Procès-verbaux

Les décisions de l'associé unique ou, en cas de pluralité des associés, les décisions collectives des associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés.

Ce registre ou ces feuillets mobiles sont tenus au siège de la société. Ils sont signés dans les quinze (15) jours de la délibération par le président de séance.

Les procès-verbaux devront indiquer le mode, le lieu et la date de la consultation, les documents et rapports soumis à discussion, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et sous chaque résolution le résultat du vote.

En cas de décision résultant de la signature d'un acte sous seing privé ou notarié, ledit acte ou un extrait devra être reporté chronologiquement dans le registre des décisions collectives. Il en va de même, en cas de consultation écrite ou de consultation de la collectivité des associés par voie de téléconférence, du procès-verbal du Président.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le président, le secrétaire de séance, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

Article 24. Prérogatives du comité d'entreprise

24.1. Délibérations de la collectivité des associés

- a) Assemblées d'associés ou délibération par voie de téléconférences (téléphoniques ou audiovisuelles)

Le cas échéant, le comité d'entreprise est tenu informé des dates de réunion des associés délibérant sous forme d'assemblées d'associés ou par voie de téléconférences, à la diligence du Président, et ce par tous moyens, dans les mêmes conditions de délai que les associés.

Le comité d'entreprise peut participer aux décisions prises par les associés sous la forme d'assemblées d'associés ou de délibérations par voie de téléconférences. S'il décide de participer à ladite assemblée ou délibération par voie de téléconférence, le comité d'entreprise devra désigner deux représentants dans les conditions fixées à l'article L2323-67 du code du travail.

Les représentants ainsi désignés assisteront aux débats, sans voix consultative, ni délibérative.

Par dérogation à ce qui précède, les membres du comité d'entreprise devront, à leur demande, être entendus lors de toutes délibérations requérant la majorité qualifiée des associés.

Le comité d'entreprise peut, en outre, requérir auprès du Président l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des assemblées d'associés. Les demandes d'inscription devront être adressées par le comité d'entreprise, représenté par un de ses membres mandatés à cet effet, au siège social par lettre recommandée avec accusé de réception ou par moyen électronique de communication dans un délai de cinq (5) jours avant la réunion de l'assemblée, accompagnées du texte des projets de résolutions qui doivent être assortis d'un bref exposé des motifs. Le Président accuse réception des projets par tout moyen, notamment lettre remise en mains propres contre décharge, lettre

recommandée AR ou par un moyen de communication électronique de télécommunication, au représentant du comité d'entreprise, dans un délai de cinq (5) jours à compter de leur réception.

b) Délibération par consultation écrite

En cas de délibération par consultation écrite, le comité d'entreprise sera informé de l'ordre du jour, par tout moyen à l'initiative du Président et sera destinataire du texte des résolutions proposées et des documents transmis aux associés dans les mêmes conditions de délai que les associés.

c) Décisions de l'associé unique

En cas de décisions de l'associé unique, le comité d'entreprise sera, le cas échéant, destinataire des documents mis à la disposition de l'associé unique par tous moyens à l'initiative du Président.

Le comité d'entreprise peut, en outre, requérir auprès du Président, l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des décisions de l'associé unique. Les demandes d'inscription devront être adressées par le comité d'entreprise, représenté par un de ses membres mandaté cet effet, au siège social par lettre recommandée avec accusé de réception ou par moyen électronique de télécommunication dans un délai de cinq (5) jours avant la date prévue pour la délibération de l'associé unique, accompagnées du texte des projets de résolutions qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs. Le Président accuse réception des projets par tout moyen au représentant du comité d'entreprise, dans un délai de cinq (5) jours à compter de leur réception.

d) Consentement de tous les associés dans un acte unique

En cas de consentement de tous les associés dans un acte unique, le comité d'entreprise sera informé et destinataire du texte dans les plus brefs délais, par tout moyen à l'initiative du Président.

TITRE VI - INFORMATIONS COMPTABLES ET FINANCIERES

Article 25. Inventaire – Comptes annuels

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le président établit les comptes annuels prévus par la loi. Il les soumet à décision collective des associés dans les délais légaux à compter de la date de clôture de l'exercice.

Tous ces documents sont mis à la disposition du commissaire aux comptes de la société dans les conditions légales.

Article 26. Affectation et répartition du résultat

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est d'abord prélevé

- 5% au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.
- toute sommes à porter en réserve en application de la loi.

Le solde augmenté du report à nouveau bénéficiaire constitue le bénéfice distribuable. Le bénéfice distribuable est à la disposition de l'assemblée générale pour, sur proposition du président, être, en totalité ou en partie, réparti entre les actions à titre de dividende, affecté à tous comptes de réserves ou d'amortissement du capital ou être reporté à nouveau.

Les réserves dont l'assemblée générale a la libre disposition pourront être distribuées en totalité ou en partie après prélèvement du dividende sur le bénéfice distribuable.

TITRE VII - TRANSFORMATION – DISSOLUTION – LIQUIDATION

Article 27. Transformation de la société

La société peut se transformer en société d'une autre forme dans les conditions prévues par la loi.

La décision de transformation est prise collectivement par les associés, sur le rapport du commissaire aux comptes de la société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social, et ce :

- à l'unanimité pour une transformation en Société en Nom Collectif, en Société Civile, en Société en commandite ou en Groupement d'Intérêt Economique.
- à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les associés présents, représentés ou ayant voté à distance en Société A Responsabilité Limitée ou en Société Anonyme

Article 28. Dissolution - Liquidation

La société est dissoute à l'expiration du terme fixé par les statuts, sauf prorogation, ou par décision des associés délibérant collectivement dans les conditions fixées pour les décisions extraordinaires.

Aux termes de l'article L.227-4 du Code de commerce, en cas de réunion en une seule main de toutes les actions de la société, les dispositions de l'article 1844-5 du Code civil relatives à la dissolution judiciaire ne sont pas applicables.

La société est en liquidation, dès l'instant de sa dissolution, pour quelque cause que ce soit.

La dissolution met fin aux fonctions du président et à celle des commissaires aux comptes.

Les associés délibérant collectivement conservent les mêmes pouvoirs qu'au cours de la vie sociale.

Les associés délibérant collectivement qui prononcent la dissolution règlent, dans les conditions fixées pour les décisions extraordinaires, le mode de liquidation et nomment un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la législation en vigueur.

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de sa liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci, mais sa dénomination devra être suivie de la mention "Société en liquidation" ainsi que du nom du liquidateur sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers.

Les associés sont consultés collectivement en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif de liquidation, sur le quitus de la gestion du liquidateur et la décharge de son mandat et pour constater la clôture de la liquidation. La décision collective des associés est prise dans les conditions fixées pour les décisions ordinaires.

Le produit net de la liquidation, après remboursement à chacun des associés du montant nominal et non amorti de leurs actions, est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social.

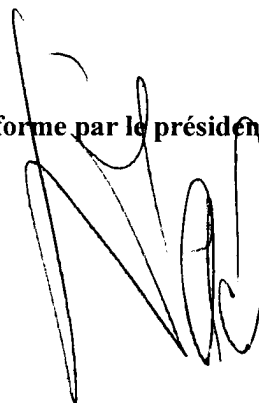
TITRE VIII - DISPOSITIONS FINALES

Article 29. Contestations

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation, soit entre la société et les associés titulaires de ses actions, soit entre les associés titulaires d'actions eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

Statuts tels que modifiés en date du 3 juillet 2020

Certifiés conforme par le président

A handwritten signature in black ink, appearing to be a stylized 'N' or 'M' followed by a flourish.

2018 B 105
DEPOSE AU GREFFE DU
TRIBUNAL D'INSTANCE DE METZ
Sous le n° 2021 A 1766

Le 11 MARS 2021

Le Greffier

AML FINANCES

Société par actions simplifiée au capital de 2 183 500 €
Siège social Rue du Grand Pré 57280 FEVES
830 289 757 RCS METZ

**STATUTS TELS QUE MIS A JOUR SUITE A L'ASSEMBLEE GENERALE
EXTRAORDINAIRE DU 2 JUIN 2020 ET DES DECISIONS DU PRESIDENT DU 3 JUILLET
2020**

SOMMAIRE

Sommaire.....	2
Partie lors de la constitution de la société.....	4
Titre I - Caractéristiques principales de la société.....	4
Article 1. Constitution - Forme.....	4
Article 2. Objet	4
Article 3. Dénomination	5
Article 4. Siège social	5
Article 5. Durée.....	5
Article 6. Exercice social	5
Article 7. Apports	5
7.1. Constitution.....	5
7.2. Augmentation du capital du 7 juillet 2017.....	5
7.3. Augmentation de capital du 4 octobre 2017	6
7.4. Réduction de capital du 2 juin 2020	6
Article 8. Capital social	6
Article 9. Modification du capital social.....	6
Titre II - Valeurs mobilières	7
Article 10. Forme des actions	7
Article 11. Droits et obligations attachés aux actions.....	7
11.1. Généralités	7
11.2. Droit d'information permanent.....	8
11.3. Droit d'information préalable aux décisions prises par la collectivité des associés.....	8
Article 12. Indivisibilité des actions	8
Article 13. Démembrement.....	8
Titre III - Modalité et contrôle des cessions.....	9
Article 14. Transmission des actions	9
14.1. Définitions	9
14.2. Modalités de transmission des actions.....	10
14.3. Agrément	10
Titre IV - Direction et contrôle de la société.....	11
Article 15. Direction de la société.....	11
15.1. Président	11
a) Fonctions et attributions du Président.....	11
b) Désignation du Président	12
c) Cessation des fonctions de Président.....	12
d) Rémunération du Président.....	12
15.2. Directeur(s) général(aux).....	12
Article 16. Conventions entre la société, son président, ses associés	13

Article 17.	Commissaire aux comptes	13
Titre V -	Décisions de l'associé unique ou des associés	13
Article 18.	Objet des décisions de l'associé unique ou des associés	13
Article 19.	Associé unique.....	14
Article 20.	Initiative des consultations.....	14
Article 21.	Forme des décisions collectives.....	14
21.1.	Consultation en assemblée générale	14
21.2.	Consultation écrite	15
21.3.	Consultation par voie de téléconférence	16
21.4.	Consentement de tous les associés dans un acte	16
Article 22.	Nature et adoption des décisions collectives	16
22.1.	Décisions ordinaires.....	17
a)	Nature de « décision ordinaire »	17
b)	Quorum des décisions ordinaires.....	17
c)	Majorité requise pour les décisions ordinaires.....	17
22.2.	Décisions extraordinaires.....	17
a)	Nature de « décision extraordinaire »	17
b)	Quorum des décisions extraordinaires	17
c)	Majorité requise pour les décisions extraordinaires.....	17
Article 23.	Procès-verbaux	18
Article 24.	Prérogatives du comité d'entreprise	18
24.1.	Délibérations de la collectivité des associés	18
a)	Assemblées d'associés ou délibération par voie de téléconférences (téléphoniques ou audiovisuelles)	18
b)	Délibération par consultation écrite	19
c)	Décisions de l'associé unique	19
d)	Consentement de tous les associés dans un acte unique	19
Titre VI -	Informations comptables et financières	19
Article 25.	Inventaire – Comptes annuels.....	19
Article 26.	Affectation et répartition du résultat.....	19
Titre VII -	Transformation – Dissolution – Liquidation.....	20
Article 27.	Transformation de la société.....	20
Article 28.	Dissolution - Liquidation	20
Titre VIII -	Dispositions finales.....	21
Article 29.	Contestations.....	21

PARTIE LORS DE LA CONSTITUTION DE LA SOCIETE

Le soussigné Monsieur Régis LIMBACH

Né le 5 mai 1970 à Metz (57)

De nationalité française

Demeurant 75 Rue du Maréchal Leclerc 57530 Courcelles-Chaussy

a établi en date du 12 juin 2017, les statuts de la société par actions simplifiée (S.A.S.) AML FINANCES qui ont été mis à jour en dernière date du 2 juin 2020.

TITRE I - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE LA SOCIETE

Article 1. Constitution - Forme

Par acte sous seing privé du 12 juin 2017, il est formé une société par actions simplifiée qui a acquis sa personnalité morale par suite de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés d'Epinal en date du 15 juin 2017.

Elle est identifiée sous le numéro SIREN 830 289 757.

Elle est régie par les lois en vigueur et par les présents statuts et fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Article 2. Objet

La Société a pour objet, directement ou indirectement, en France comme à l'étranger :

- La prise de participation dans le capital de toutes sociétés, ainsi que la participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ;
- La gestion et la direction, l'animation et le contrôle de l'ensemble des services administratifs, informatiques, commerciaux, financiers et comptables de ses filiales et participations ;
- Le conseil en matière stratégique, de gestion, en organisation, en marketing, en recrutement, en informatique, en ingénierie financière ; le conseil en système d'information, et de management, ainsi que toutes activités de conseil au chef d'entreprise, notamment assistance en développement international ; et plus généralement la fourniture de toutes prestations de services, y compris de direction, aux entreprises ;
- L'acquisition, la prise de participations et la gestion de toutes valeurs mobilières, parts sociales, titres émis, sous quelques formes que ce soit, par les Sociétés, les établissements financiers, l'Etat, les Collectivités publiques, les Fonds communs de placement, les Fonds communs de créances ;
- La création, l'acquisition, la cession et l'exploitation de tout patrimoine immobilier, ainsi que de toutes marques de fabrique et de commerce, de licence et procédés, de brevets ou de modèles de fabrique ;
- Et plus généralement toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, économiques ou juridiques, financières, civiles ou commerciales, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à cet objet ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires.

Article 3. Dénomination

La dénomination sociale est : **AML FINANCES**.

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "Société par actions simplifiée" ou des initiales "S.A.S.", de l'énonciation du montant du capital social, ainsi que le numéro d'identification SIREN et la mention RCS suivie du nom de la ville où se trouve le greffe où elle sera immatriculée.

Article 4. Siège social

Le siège social est fixé à FEVES (57280) Rue du Grand Pré - Zone Euromoselle Sud.

Le transfert du siège social en tous lieux ou à l'étranger intervient sur décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires.

La création, le déplacement, la fermeture des succursales, agences et dépôts situés en tous lieux ou à l'étranger interviennent sur simple décision du président.

Article 5. Durée

La durée de la société est fixée à **quatre-vingt-dix-neuf (99) années** à compter de son immatriculation, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée prévus aux présents statuts.

Article 6. Exercice social

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui **commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre**.

Par exception, le premier exercice a débuté le jour de l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés d'Epinal en date du 15 juin 2017 et s'est terminé le **31 décembre 2017**.

Article 7. Apports

7.1. Constitution

Lors de la constitution, l'associé a fait apport d'une somme en numéraire d'un montant total de 100 € en contrepartie de laquelle il a été créé 100 actions.

Ledit apport a été souscrit en totalité et intégralement libéré comme en atteste le certificat du dépositaire de fonds ci-annexé, à savoir, la Banque Populaire d'Alsace Lorraine Champagne.

7.2. Augmentation du capital du 7 juillet 2017

Suivant décision de l'associé unique en date du 7 juillet 2017, approuvant le contrat d'apport en nature signé le 16 juin 2017, le capital social a été augmenté de 2 330 240 € au moyen des apports effectué par Monsieur Fabrice LIMBACH, Monsieur Jean-Yves MILOJEVIC et la société COMPAGNIE FINANCIERE DES TECHNIQUES NOUVELLES de 6 983 actions représentant 92% du capital et des droits de vote de la société AML MICROTECHNIQUE LORRAINE, société de droit français par

actions simplifiée au capital de 1 001 880 €, siège social Rue du Grand Pré – Zone Euromoselle Sud 57280 Fèves et de 200 parts sociales représentant 100% du capital et des droits de vote de la société AML MICROTECHNIQUE MAROC, société de droit marocain à responsabilité limitée au capital de 3 000 000 Dirhams, siège social 3 Boulevard Chefchaouni à Mohammédia – Maroc, respectivement évaluées à 1 955 240 € et 375 000 €.

En contrepartie de cet apport, il a été attribué à Monsieur Fabrice LIMBACH, Monsieur Jean-Yves MILOJEVIC et la société COMPAGNIE FINANCIERE DES TECHNIQUES NOUVELLES, 2 330 240 actions de 1 €, entièrement libérées, respectivement 196 840 actions, 100 800 actions et 2 032 600 actions.

7.3. Augmentation de capital du 4 octobre 2017

Aux termes des délibérations en date du 4 octobre 2017, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 185 000 € pour le porter de 2 330 340 € à 2 515 340 € par l'émission de 185 000 actions nouvelles de numéraire de 1 € de nominal chacune.

7.4. Réduction de capital du 2 juin 2020

Aux termes des délibérations en date du 2 juin 2020, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé de réduire le capital social d'une somme de 331 840 € pour le porter de 2 515 340 € à 2 183 500 € par le rachat par la société et l'annulation de 331 840 actions.

Article 8. Capital social

Le capital social est fixé à la somme de deux millions cent quatre-vingt-trois mille cinq cents (2 183 500) euros. Il est divisé en 2 183 500 actions entièrement souscrites et libérées ayant une valeur nominale de 1 € chacune.

Article 9. Modification du capital social

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti suivant décision ou autorisation de la collectivité des associés par tous moyens et procédures prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, applicables aux sociétés anonymes.

La société peut notamment émettre toutes valeurs mobilières prévues à l'article L. 228-91 et suivants du Code de commerce.

En représentation des augmentations du capital, il peut être créé des actions de préférence.

Les augmentations du capital sont réalisées nonobstant l'existence de rompus.

TITRE II - VALEURS MOBILIERES

Article 10. Forme des actions

Les actions émises par la société ont obligatoirement la forme nominative.

Lorsque les conditions légales sont réunies, la société peut créer des actions de préférence, avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent. Ces droits sont définis dans les statuts.

L'associé unique ou, en cas de pluralité des associés, la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour la réduction du capital social en l'absence de pertes, peut, à tout moment, décider ou autoriser le rachat des actions de préférence.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres que la société tient à cet effet au siège social.

Article 11. Droits et obligations attachés aux actions

11.1. Généralités

Toute action en l'absence de catégories d'actions, ou toute action d'une même catégorie d'actions dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social.

Chaque action, hors celles sans droit de vote, donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives ou assemblées générales.

Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix au moins.

Les droits et obligations suivent l'action quelle qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de la collectivité des associés.

Les créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs sociales, ni en demander le partage ou la licitation ; ils doivent s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de la collectivité des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les associés propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou droits nécessaires.

11.2. Droit d'information permanent

Tout associé a le droit, à toute époque sous réserve d'une demande préalable effectuée quinze (15) jours avant la consultation, de consulter au siège social ou au lieu de la direction administrative de la société les documents suivants :

- les documents sociaux concernant les trois (3) derniers exercices, à savoir : l'inventaire, les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe), les rapports des commissaires aux comptes
- les procès-verbaux et feuilles de présences des assemblées tenues au cours des trois (3) derniers exercices
- la liste des dirigeants et des commissaires aux comptes, ainsi que celle des associés à jour, mentionnant le nombre de valeurs mobilières dont ils sont détenteurs ainsi que leurs natures
- les statuts de la société en vigueur au jour de la demande

Ce droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie, à l'exception de l'inventaire.

11.3. Droit d'information préalable aux décisions prises par la collectivité des associés

Tout associé a le droit, à compter de la convocation de l'assemblée générale, de consulter au siège social ou au lieu de la direction administrative de la société, les documents suivants :

- le rapport de l'organe de direction
- le texte des projets de résolution
- le cas échéant, le(s) rapport (s) des commissaires aux comptes, aux apports ou à la fusion
- s'il s'agit de l'assemblée ordinaire annuelle, les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe), le rapport de gestion

Ce droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie, à l'exception de l'inventaire.

A compter de la convocation, tout associé a, au plus tard cinq (5) jours avant la tenue de l'assemblée générale, la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le Président sera tenu de répondre au cours de l'assemblée.

Article 12. Indivisibilité des actions

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les associés propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

Article 13. Démembrement

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire pour les décisions extraordinaires et à l'usufruitier pour les décisions ordinaires.

L'usufruitier est le seul titulaire des dividendes distribués sans distinguer selon leur source (réserves, profits exceptionnels ou autres).

Cependant, les associés concernés peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux consultations collectives et de la distribution des dividendes. La convention est notifiée par lettre recommandée à la société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute consultation collective qui aurait lieu après l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi de cette lettre.

Dans tous les cas, l'associé détenant la nue-propiété a le droit de participer aux consultations collectives.

TITRE III - MODALITE ET CONTROLE DES CESSIONS

Article 14. Transmission des actions

14.1. Définitions

Les termes ci-après énumérés dans les statuts ont la signification suivante :

- Cession/ Céder : Désigne toute mutation, immédiate ou à terme, directe ou indirecte, volontaire ou forcée, à titre gratuit ou à titre onéreux, par quelque mode juridique que ce soit, et notamment, sans que cette liste soit limitative, par vente amiable ou forcée y compris aux enchères, apport, donation, distribution, échange, fusion ou scission, restructuration, prêt, constitution d'une garantie (notamment nantissement), attribution judiciaire, dissolution et liquidation d'une personne morale, transmission en cas de succession, liquidation de communauté entre époux, transfert à un ascendant ou un descendant, entraînant un transfert de la jouissance et/ou de la pleine propriété, de la nue-propiété ou de l'usufruit d'actions, étant précisé que la cession ou la renonciation à des droits préférentiels de souscription d'actions au profit d'une personne, physique ou morale, dénommée est assimilée à une Cession.
Les termes de Cédant et de Cessionnaire devront être interprétés dans cette acception.
- Tiers : Désigne toute personne, physique ou morale, ou entité juridique quelconque autre qu'un Associé ;
- Actions, Titres ou Valeur mobilière : Désigne la nue-propiété, l'usufruit ou la pleine propriété :
 - des actions présentes et à venir, qu'elles soient créées du chef des actions existantes ou acquises dans toute autre condition, représentatives du capital social et des droits de vote de la société,
 - des droits de souscription d'actions en cas d'augmentation de capital, des droits d'attribution d'actions gratuites,
 - de manière générale, de tous les droits, titres et valeurs mobilières, simples ou composées, donnant accès ou pouvant donner accès, immédiatement ou à terme, directement ou indirectement, par conversion, échange, remboursement, présentation ou exercice d'un bon ou de toute autre manière, à des actions ou des titres représentatifs d'une quotité du capital social et/ou des droits de vote de la Société ou à une quotité de ses bénéfices, ainsi que les droits préférentiels de souscription et/ou les droits d'attribution et/ou tous autres droits attachés aux actions, valeurs mobilières et droits susvisés ;
- Réception des notifications : Toute notification devant être donnée au titre des présents statuts sera réputée avoir été reçue, au plus tard, sept (7) jours après la date du cachet de la poste.

14.2. Modalités de transmission des actions

La transmission des Valeurs Mobilières s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société et signé par le cédant ou son mandataire. Les frais de transfert sont à la charge du cessionnaire.

La Société est tenue de procéder à cette transmission le jour même de la réception de l'ordre de mouvement et au plus tard dans les quinze (15) jours qui suivent celle-ci. A défaut d'y procéder le commissaire au compte pourra se substituer au représentant légal.

Les Valeurs Mobilières sont librement transmissibles par l'associé unique ou entre associés

Dans les autres situations, les Valeurs Mobilières sont transmissibles, sous les conditions suivantes :

14.3. Agrément

Lorsque la société comporte plus d'un associé, les Valeurs Mobilières ne peuvent être transmises, sous quelque forme et à quelque titre que ce soit, y compris entre associés, conjoints, ascendants ou descendants qu'après avoir été agréé dans les conditions suivantes :

- a) La demande d'agrément doit être notifiée au Président par lettre recommandée avec accusé de réception ou par lettre simple remise contre émargement du Président. Elle indique le nombre de Valeurs Mobilières dont la transmission est envisagée, le prix de la mutation, l'identité de l'acquéreur (nom, prénom / dénomination, adresse du domicile / siège social, nationalité, le cas échéant pour les personnes morales, numéro RCS, montant et répartition du capital social et identité de ses dirigeants sociaux).
- b) A réception de la demande d'agrément, le Président convoque la collectivité des associés. La décision d'agrément ou de refus d'agrément est prise par un ou plusieurs associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires ; les actions de l'associé qui projette de transmettre ses actions sont prises en compte pour le calcul de cette majorité.
- c) L'agrément résultera soit d'une notification, soit du défaut de réponse dans le délai de deux (2) mois à compter de la réception de la demande d'agrément notifiée par l'associé transmettant. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.
- d) En cas d'agrément, la transmission projetée est réalisée par l'associé transmettant aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément ; à défaut de réalisation du transfert des Valeurs Mobilières dans le délai d'un (1) mois suivant de la notification de l'agrément, l'agrément sera caduc.
- e) En cas de refus d'agrément, l'associé transmettant doit, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de la décision de refus d'agrément, indiquer à la société au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception, s'il entend renoncer à son projet de transmission. A défaut d'exercice de ce droit de repentir, la société doit dans un délai de deux (2) mois à compter de la notification de la décision de refus d'agrément :
 - Soit faire racheter les Valeurs Mobilières dont la transmission était envisagée par un ou plusieurs associés ;
 - Soit procéder elle-même à ce rachat ; dans ce cas elle doit dans les six (6) mois de ce rachat céder ces Valeurs Mobilières ou les annuler dans le cadre d'une réduction de son capital social.

Le prix de rachat des Valeurs Mobilières du transmettant est fixé d'un commun accord. En cas de désaccord, le prix de rachat est déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Si, à l'expiration dudit délai de deux (2) mois, le rachat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de

commerce statuant en la forme des référés, sans recours possible, le transmettant et le bénéficiaire de la transmission dûment appelés.

La transmission au nom du ou des acquéreurs désignés par les associés est régularisée par un ordre de virement signé par le cédant ou son mandataire, ou à défaut le président de la société qui le notifiera au transmettant, dans les huit (8) jours de sa date, avec invitation à se présenter au siège social pour recevoir le prix de cession, qui ne sera pas productif d'intérêts.

Toutes les transmissions d'actions effectuées en violation du présent article sont nulles.

Le présent article ne peut être supprimé ou modifié qu'à l'unanimité des associés.

Le présent article ne trouve pas à s'appliquer lorsque la société ne comporte qu'un seul associé.

TITRE IV - DIRECTION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

Article 15. Direction de la société

15.1. Président

a) Fonctions et attributions du Président

La société est gérée, dirigée et représentée à l'égard des tiers par un Président qui est une personne physique ou morale, salariée ou non, associée ou non de la société.

La personne morale Président est représentée par son représentant légal, sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent. Les règles fixant la responsabilité des membres du conseil d'administration des sociétés anonymes sont applicables au Président de la société par actions simplifiée.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

Dans les rapports entre la société et son comité d'entreprise, le président constitue l'organe social auprès duquel les délégués dudit comité exercent les droits définis par l'article 432-6 du Code du travail.

Toutes questions qui ne relèvent expressément, en vertu de la réglementation en vigueur ou par les présents statuts, ni de la décision de l'associé unique ou des associés, ni de la décision d'un autre organe de direction et/ou de contrôle de la Société, sont de la compétence du Président.

Dans les rapports avec les tiers, le Président représente la société et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans les limites de son objet social.

Les dispositions des présents statuts limitant les pouvoirs du président sont inopposables aux tiers.

La société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

b) Désignation du Président

Au cours de la vie sociale le Président ne peut être renouvelé, remplacé, révoqué et nommé que par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés par une décision collective des associés statuant sous les formes et conditions des assemblées générales ordinaires.

Sauf décision contraire des associés, la durée des fonctions du Président est indéterminée.

c) Cessation des fonctions de Président

Les fonctions de président prennent fin : soit par le décès, la démission, la révocation, soit par la survenance d'une interdiction légale de gérer, diriger ou administrer une société, soit par l'ouverture d'une procédure de sauvegarde des entreprises, ou de surendettement.

En cas de cessation des fonctions de président par démission, il devra respecter un préavis de trois (3) mois, lequel pourra être réduit lors de la consultation des associés qui aura à statuer sur le remplacement du président démissionnaire.

Le président est révocable à tout moment par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés par une décision collective des associés statuant sous les formes et conditions des assemblées générales ordinaires. Cette décision n'aura pas lieu d'être motivée et n'ouvre droit à aucune indemnité de révocation, sauf décision contraire des associés. Il est également révocable par le tribunal de commerce pour cause légitime à la demande de tout associé.

En cas de cessation des fonctions de président pour une cause autre que la démission ou la révocation, l'associé unique nommera un nouveau président, en cas de pluralité des associés, l'associé majoritaire convoquera, dans le (1) mois de la cessation, la collectivité des associés pour statuer, sous les formes et conditions des assemblées générales ordinaires, sur la nomination d'un nouveau président.

En cas de carence de l'associé majoritaire, tout associé pourra convoquer la collectivité des associés.

d) Rémunération du Président

Le Président peut recevoir une rémunération en compensation de la responsabilité et de la charge attachées à ses fonctions, dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par une décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité des associés, par une décision collective des associés statuant sous les formes et conditions des assemblées générales ordinaires. Elle peut être fixe et/ou proportionnelle. En outre, le Président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

15.2. Directeur(s) général(aux)

Sur la proposition du Président, l'assemblée générale peut nommer, à la majorité requise pour les décisions ordinaires, un ou plusieurs Directeur(s) général(aux).

La durée de leur fonction est fixée dans la décision de nomination et ne peut excéder celle du mandat du Président.

Ils peuvent être révoqué à tout moment par décision de l'assemblée générale prise à la majorité requise pour les décisions ordinaires, sur proposition du Président, sans qu'il soit besoin d'un juste motif et sans droit à indemnisation, sauf décision contraire des associés.

Leurs rémunérations sont fixées dans les mêmes conditions que celle du Président.

Ils disposent des mêmes pouvoirs que le Président, dont celui de représentation de la société à l'égard des tiers, sous réserve des limitations éventuellement fixées par la décision de nomination ou par une décision ultérieure.

Article 16. Conventions entre la société, son président, ses associés

Les conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la société et son dirigeant, associé unique, sont mentionnées au registre des décisions de l'associé unique.

Lorsque l'associé unique n'est pas dirigeant de la société, les conventions conclues par le président sont soumises à son approbation.

Lorsque la société comporte plusieurs associés, la procédure de contrôle est celle prévues par l'article L. 227-10 du Code de commerce.

Article 17. Commissaire aux comptes

Si les conditions légales sont réunies, le contrôle légal de la société est effectué par un commissaire aux comptes exerçant sa mission conformément à la loi.

Il est nommé pour une durée de six (6) exercices.

En outre, tout associé pourra demander à la société de charger le commissaire aux comptes ou tout autre expert désigné par lui, d'accomplir toutes missions de contrôle comptable, d'audit ou d'expertise qu'il jugerait nécessaire, soit dans la société elle-même, soit dans ses filiales.

TITRE V - DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DES ASSOCIES

Article 18. Objet des décisions de l'associé unique ou des associés

L'associé unique ou, en cas de pluralité des associés, les associés délibérant collectivement sont seuls compétents pour prendre les décisions suivantes :

- Nomination, révocation du Président, Directeur Général
- Nomination et renouvellement du commissaire aux comptes ;
- Approbation des comptes sociaux annuels et affectation des résultats ;
- Approbation des conventions de l'article L.227-10 du code de commerce
- Toutes modifications statutaires, et notamment : extension ou modification de l'objet social, augmentation, amortissement ou réduction du capital social, transfert du siège,

Sauf clause statutaire contraire, toute autre décision relève de la compétence du Président.

Article 19. Associé unique

Si la société venait à ne comporter qu'un associé, ce dernier exercera les pouvoirs dévolus aux associés lorsque les présents statuts prévoient une prise de décision collective.

Article 20. Initiative des consultations

L'organe compétent pour provoquer la décision des associés est le Président.

Un ou plusieurs associés, réunissant au moins dix pour cent (10%) du capital social, peut demander au Président de convoquer l'assemblée générale des associés. La demande est présentée aux frais des demandeurs. Ils devront justifier de cette quotité et mandater l'un d'entre eux de présenter la demande au Président. A défaut de réunion d'une assemblée dans les trente (30) jours de la réception de cette demande, le mandataire des demandeurs pourra convoquer directement les associés en assemblée générale.

Le commissaire aux comptes dispose des mêmes prérogatives.

Article 21. Forme des décisions collectives

Les décisions collectives des associés sont prises, au choix du Président:

- soit en assemblée générale réunie au siège social ou en tout autre lieu indiqué sur la convocation,
- soit par consultation par correspondance,
- soit par téléconférence téléphonique ou audiovisuelle
- soit par acte authentique ou sous seing privé.

Tous moyens de télécommunication peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

Les décisions prises conformément à la loi et aux statuts obligent tous les associés même absents, dissidents ou incapables.

21.1. Consultation en assemblée générale

Lorsque la consultation de la collectivité des associés est faite en assemblée générale, la convocation est faite par tous procédés de communication écrite (courriel, télécopie, lettre simple ou recommandée, etc.) huit (8) jours avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

L'assemblée peut en outre être convoquée verbalement et se tenir sans délai, si tous les associés y sont présents ou régulièrement représentés.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'assemblée est présidée par le Président ; à défaut, l'assemblée élit son président de séance.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence.

Participation par téléconférence

Sont présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les associés qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification.

Le vote de l'associé participant à l'assemblée par téléconférence n'est pas assimilé à un vote à distance, mais bien comme un vote en séance.

Représentation de l'associé

Les associés peuvent uniquement se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé, en ce compris l'usufruitier. Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats. Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

Vote à distance

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret 2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache.

Pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires qui ont été reçus par la société avant la réunion de l'assemblée. Les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention sont considérés comme des votes négatifs.

21.2. Consultation écrite

En cas de consultation écrite, le Président doit adresser à chacun des associés par courrier recommandé avec accusé de réception ou lettre remise en main propre contre décharge, un bulletin de vote portant les mentions suivantes :

- Sa date d'envoi aux associés ;
- La date à laquelle la société devra avoir reçu les bulletins de vote. A défaut d'indication de cette date, le délai maximal de réception des bulletins sera de quinze (15) jours à compter de la date d'expédition du bulletin de vote ;
- La liste des documents joints et nécessaires à la prise de décision ;
- Le texte des résolutions proposées avec, sous chaque résolution, l'indication des options de délibérations (adoption ou rejet) ;
- L'adresse à laquelle doivent être retournés les bulletins.

Chaque associé devra compléter le bulletin de vote en cochant, pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote. Si plus d'une case ont été cochées pour une même résolution, le vote sera réputé être un vote de rejet.

Chaque associé doit retourner un exemplaire de ce bulletin de vote dûment complété, daté et signé, à l'adresse indiquée, et, à défaut, au siège social.

Le défaut de réponse d'un associé dans le délai indiqué vaut abstention totale de l'associé concerné.

Dans les cinq (5) jours ouvrés suivant la réception du dernier bulletin de vote et au plus tard le cinquième jour ouvré suivant la date limite fixée pour la réception des bulletins, le Président établit, date et signe le procès-verbal des délibérations.

Les bulletins de vote, les preuves d'envoi de ces bulletins et le procès-verbal des délibérations sont conservés au siège social.

21.3. Consultation par voie de téléconférence

En cas de consultation de la collectivité des associés par voie de téléconférence, le Président, dans la journée de la consultation, établit, date et signe un exemplaire du procès-verbal des délibérations de la séance avec en annexe un document faisant ressortir :

- L'identification des associés ayant voté ;
- Celle des associés n'ayant pas participé aux délibérations ;
- Ainsi que, pour chaque résolution, l'identification des associés avec le sens de leurs votes respectifs.

Le Président en adresse un exemplaire par télécopie ou tout autre procédé de communication écrite à chacun des associés en faisant la demande.

L'associé ne peut en aucun cas rendre responsable la société de tout incident technique lié au transfert des télécopies, courriels, etc. ; le principe demeure que chaque associé participe personnellement à la consultation, ces modes d'expression n'étant que des moyens facilitant la manifestation de leur volonté.

En cas de délégations de pouvoirs, une preuve des mandats est également communiquée au président par le même moyen.

21.4. Consentement de tous les associés dans un acte

Dans ce cas, un acte sous seings privés ou notarié est dressé par le Président ; il y est relaté l'objet de la ou des décisions, sous forme de résolutions, présentées par le Président ou un ou plusieurs associés. La signature de tous les associés de ce document pourra intervenir simultanément ou par échange de correspondance ; dans ce cas la décision sera considérée comme adoptée à la date de la dernière signature.

Le Président portera alors cette date sur l'acte et l'adressera immédiatement pour information au Commissaire aux Comptes et fera le nécessaire afin de la reporter sur le registre des décisions des Assemblées.

La consultation, même sous cette forme, sera toujours accompagnée d'un rapport explicatif du Président permettant d'éclairer le consentement des associés et qui sera portée à la connaissance de tous les associés préalablement ou concomitamment à leur consultation.

Article 22. Nature et adoption des décisions collectives

Les décisions collectives des associés sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires :

22.1. Décisions ordinaires

a) Nature de « décision ordinaire »

Les décisions ordinaires sont celles qui ne modifient pas les statuts.

b) Quorum des décisions ordinaires

Les décisions collectives qualifiées d'ordinaires ne sont valablement prises, sur première consultation, que si les associés présents, représentés ou ayant voté à distance possèdent au moins 50% des actions ayant le droit de vote.

Sur deuxième consultation aucun quorum n'est requis.

c) Majorité requise pour les décisions ordinaires

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées, sauf dispositions contraires de la loi ou des statuts à la majorité simple des voix dont disposent les actionnaires présents, représentés ou ayant voté à distance.

22.2. Décisions extraordinaires

a) Nature de « décision extraordinaire »

Les décisions extraordinaires sont seules à pouvoir modifier les statuts dans toutes leurs dispositions.

Elles ne peuvent, toutefois, augmenter les engagements des associés sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

b) Quorum des décisions extraordinaires

Les décisions collectives qualifiées d'extraordinaires ne sont valablement prises, sur première consultation, que si les associés présents, représentés ou ayant voté à distance possèdent au moins 50% des actions ayant le droit de vote.

Sur deuxième consultation aucun quorum n'est requis.

c) Majorité requise pour les décisions extraordinaires

Les décisions collectives sont adoptées, sauf dispositions contraires de la loi ou des statuts, à la majorité des deux tiers (2/3) des voix dont disposent les actionnaires présents, représenté ou ayant voté à distance.

Par dérogation aux dispositions qui précèdent, l'adoption ou la modification des éventuelles clauses statutaires relatives à l'inaliénabilité temporaire des actions, aux droits de préemption des associés en cas de cession d'actions, à la procédure d'agrément des cessions d'actions, au changement de contrôle d'une personne morale associée ou à la procédure d'expulsion des associés requièrent une décision unanime des associés.

De même toute décision, y compris de transformation, ayant pour effet d'augmenter les engagements d'un ou plusieurs associés ne peut être prise qu'à l'unanimité d'entre eux.

Article 23. Procès-verbaux

Les décisions de l'associé unique ou, en cas de pluralité des associés, les décisions collectives des associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés.

Ce registre ou ces feuillets mobiles sont tenus au siège de la société. Ils sont signés dans les quinze (15) jours de la délibération par le président de séance.

Les procès-verbaux devront indiquer le mode, le lieu et la date de la consultation, les documents et rapports soumis à discussion, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et sous chaque résolution le résultat du vote.

En cas de décision résultant de la signature d'un acte sous seing privé ou notarié, ledit acte ou un extrait devra être reporté chronologiquement dans le registre des décisions collectives. Il en va de même, en cas de consultation écrite ou de consultation de la collectivité des associés par voie de téléconférence, du procès-verbal du Président.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le président, le secrétaire de séance, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

Article 24. Prérogatives du comité d'entreprise

24.1. Délibérations de la collectivité des associés

- a) Assemblées d'associés ou délibération par voie de téléconférences (téléphoniques ou audiovisuelles)

Le cas échéant, le comité d'entreprise est tenu informé des dates de réunion des associés délibérant sous forme d'assemblées d'associés ou par voie de téléconférences, à la diligence du Président, et ce par tous moyens, dans les mêmes conditions de délai que les associés.

Le comité d'entreprise peut participer aux décisions prises par les associés sous la forme d'assemblées d'associés ou de délibérations par voie de téléconférences. S'il décide de participer à ladite assemblée ou délibération par voie de téléconférence, le comité d'entreprise devra désigner deux représentants dans les conditions fixées à l'article L2323-67 du code du travail.

Les représentants ainsi désignés assisteront aux débats, sans voix consultative, ni délibérative.

Par dérogation à ce qui précède, les membres du comité d'entreprise devront, à leur demande, être entendus lors de toutes délibérations requérant la majorité qualifiée des associés.

Le comité d'entreprise peut, en outre, requérir auprès du Président l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des assemblées d'associés. Les demandes d'inscription devront être adressées par le comité d'entreprise, représenté par un de ses membres mandatés à cet effet, au siège social par lettre recommandée avec accusé de réception ou par moyen électronique de communication dans un délai de cinq (5) jours avant la réunion de l'assemblée, accompagnées du texte des projets de résolutions qui doivent être assortis d'un bref exposé des motifs. Le Président accuse réception des projets par tout moyen, notamment lettre remise en mains propres contre décharge, lettre

recommandée AR ou par un moyen de communication électronique de télécommunication, au représentant du comité d'entreprise, dans un délai de cinq (5) jours à compter de leur réception.

b) Délibération par consultation écrite

En cas de délibération par consultation écrite, le comité d'entreprise sera informé de l'ordre du jour, par tout moyen à l'initiative du Président et sera destinataire du texte des résolutions proposées et des documents transmis aux associés dans les mêmes conditions de délai que les associés.

c) Décisions de l'associé unique

En cas de décisions de l'associé unique, le comité d'entreprise sera, le cas échéant, destinataire des documents mis à la disposition de l'associé unique par tous moyens à l'initiative du Président.

Le comité d'entreprise peut, en outre, requérir auprès du Président, l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des décisions de l'associé unique. Les demandes d'inscription devront être adressées par le comité d'entreprise, représenté par un de ses membres mandaté cet effet, au siège social par lettre recommandée avec accusé de réception ou par moyen électronique de télécommunication dans un délai de cinq (5) jours avant la date prévue pour la délibération de l'associé unique, accompagnées du texte des projets de résolutions qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs. Le Président accuse réception des projets par tout moyen au représentant du comité d'entreprise, dans un délai de cinq (5) jours à compter de leur réception.

d) Consentement de tous les associés dans un acte unique

En cas de consentement de tous les associés dans un acte unique, le comité d'entreprise sera informé et destinataire du texte dans les plus brefs délais, par tout moyen à l'initiative du Président.

TITRE VI - INFORMATIONS COMPTABLES ET FINANCIERES

Article 25. Inventaire – Comptes annuels

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le président établit les comptes annuels prévus par la loi. Il les soumet à décision collective des associés dans les délais légaux à compter de la date de clôture de l'exercice.

Tous ces documents sont mis à la disposition du commissaire aux comptes de la société dans les conditions légales.

Article 26. Affectation et répartition du résultat

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est d'abord prélevé

- 5% au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.
- toute sommes à porter en réserve en application de la loi.

Le solde augmenté du report à nouveau bénéficiaire constitue le bénéfice distribuable. Le bénéfice distribuable est à la disposition de l'assemblée générale pour, sur proposition du président, être, en totalité ou en partie, réparti entre les actions à titre de dividende, affecté à tous comptes de réserves ou d'amortissement du capital ou être reporté à nouveau.

Les réserves dont l'assemblée générale a la libre disposition pourront être distribuées en totalité ou en partie après prélèvement du dividende sur le bénéfice distribuable.

TITRE VII - TRANSFORMATION – DISSOLUTION – LIQUIDATION

Article 27. Transformation de la société

La société peut se transformer en société d'une autre forme dans les conditions prévues par la loi.

La décision de transformation est prise collectivement par les associés, sur le rapport du commissaire aux comptes de la société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social, et ce :

- à l'unanimité pour une transformation en Société en Nom Collectif, en Société Civile, en Société en commandite ou en Groupement d'Intérêt Economique.
- à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les associés présents, représentés ou ayant voté à distance en Société A Responsabilité Limitée ou en Société Anonyme

Article 28. Dissolution - Liquidation

La société est dissoute à l'expiration du terme fixé par les statuts, sauf prorogation, ou par décision des associés délibérant collectivement dans les conditions fixées pour les décisions extraordinaires.

Aux termes de l'article L.227-4 du Code de commerce, en cas de réunion en une seule main de toutes les actions de la société, les dispositions de l'article 1844-5 du Code civil relatives à la dissolution judiciaire ne sont pas applicables.

La société est en liquidation, dès l'instant de sa dissolution, pour quelque cause que ce soit.

La dissolution met fin aux fonctions du président et à celle des commissaires aux comptes.

Les associés délibérant collectivement conservent les mêmes pouvoirs qu'au cours de la vie sociale.

Les associés délibérant collectivement qui prononcent la dissolution règlent, dans les conditions fixées pour les décisions extraordinaires, le mode de liquidation et nomment un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la législation en vigueur.

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de sa liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci, mais sa dénomination devra être suivie de la mention "Société en liquidation" ainsi que du nom du liquidateur sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers.

Les associés sont consultés collectivement en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif de liquidation, sur le quitus de la gestion du liquidateur et la décharge de son mandat et pour constater la clôture de la liquidation. La décision collective des associés est prise dans les conditions fixées pour les décisions ordinaires.

Le produit net de la liquidation, après remboursement à chacun des associés du montant nominal et non amorti de leurs actions, est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social.

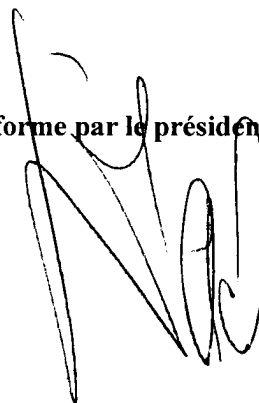
TITRE VIII - DISPOSITIONS FINALES

Article 29. Contestations

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation, soit entre la société et les associés titulaires de ses actions, soit entre les associés titulaires d'actions eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

Statuts tels que modifiés en date du 3 juillet 2020

Certifiés conforme par le président



2018 B 105
DEPOSE AU GREFFE DU
TRIBUNAL D'INSTANCE DE METZ
Sous le n° 2021 A 1766

Le 11 MARS 2021

Le Greffier

AML FINANCES

Société par actions simplifiée au capital de 2 183 500 €
Siège social Rue du Grand Pré 57280 FEVES
830 289 757 RCS METZ

**STATUTS TELS QUE MIS A JOUR SUITE A L'ASSEMBLEE GENERALE
EXTRAORDINAIRE DU 2 JUIN 2020 ET DES DECISIONS DU PRESIDENT DU 3 JUILLET
2020**

SOMMAIRE

Sommaire.....	2
Partie lors de la constitution de la société.....	4
Titre I - Caractéristiques principales de la société.....	4
Article 1. Constitution - Forme.....	4
Article 2. Objet	4
Article 3. Dénomination	5
Article 4. Siège social	5
Article 5. Durée.....	5
Article 6. Exercice social	5
Article 7. Apports	5
7.1. Constitution.....	5
7.2. Augmentation du capital du 7 juillet 2017.....	5
7.3. Augmentation de capital du 4 octobre 2017	6
7.4. Réduction de capital du 2 juin 2020	6
Article 8. Capital social	6
Article 9. Modification du capital social.....	6
Titre II - Valeurs mobilières	7
Article 10. Forme des actions	7
Article 11. Droits et obligations attachés aux actions.....	7
11.1. Généralités	7
11.2. Droit d'information permanent.....	8
11.3. Droit d'information préalable aux décisions prises par la collectivité des associés.....	8
Article 12. Indivisibilité des actions	8
Article 13. Démembrement.....	8
Titre III - Modalité et contrôle des cessions.....	9
Article 14. Transmission des actions	9
14.1. Définitions	9
14.2. Modalités de transmission des actions.....	10
14.3. Agrément	10
Titre IV - Direction et contrôle de la société.....	11
Article 15. Direction de la société.....	11
15.1. Président	11
a) Fonctions et attributions du Président.....	11
b) Désignation du Président	12
c) Cessation des fonctions de Président.....	12
d) Rémunération du Président.....	12
15.2. Directeur(s) général(aux).....	12
Article 16. Conventions entre la société, son président, ses associés	13

Article 17.	Commissaire aux comptes	13
Titre V -	Décisions de l'associé unique ou des associés	13
Article 18.	Objet des décisions de l'associé unique ou des associés	13
Article 19.	Associé unique.....	14
Article 20.	Initiative des consultations.....	14
Article 21.	Forme des décisions collectives.....	14
21.1.	Consultation en assemblée générale	14
21.2.	Consultation écrite	15
21.3.	Consultation par voie de téléconférence	16
21.4.	Consentement de tous les associés dans un acte	16
Article 22.	Nature et adoption des décisions collectives	16
22.1.	Décisions ordinaires.....	17
a)	Nature de « décision ordinaire »	17
b)	Quorum des décisions ordinaires.....	17
c)	Majorité requise pour les décisions ordinaires.....	17
22.2.	Décisions extraordinaires.....	17
a)	Nature de « décision extraordinaire »	17
b)	Quorum des décisions extraordinaires	17
c)	Majorité requise pour les décisions extraordinaires.....	17
Article 23.	Procès-verbaux	18
Article 24.	Prérogatives du comité d'entreprise	18
24.1.	Délibérations de la collectivité des associés	18
a)	Assemblées d'associés ou délibération par voie de téléconférences (téléphoniques ou audiovisuelles)	18
b)	Délibération par consultation écrite	19
c)	Décisions de l'associé unique	19
d)	Consentement de tous les associés dans un acte unique	19
Titre VI -	Informations comptables et financières	19
Article 25.	Inventaire – Comptes annuels.....	19
Article 26.	Affectation et répartition du résultat.....	19
Titre VII -	Transformation – Dissolution – Liquidation.....	20
Article 27.	Transformation de la société.....	20
Article 28.	Dissolution - Liquidation	20
Titre VIII -	Dispositions finales.....	21
Article 29.	Contestations.....	21

PARTIE LORS DE LA CONSTITUTION DE LA SOCIETE

Le soussigné Monsieur Régis LIMBACH

Né le 5 mai 1970 à Metz (57)

De nationalité française

Demeurant 75 Rue du Maréchal Leclerc 57530 Courcelles-Chaussy

a établi en date du 12 juin 2017, les statuts de la société par actions simplifiée (S.A.S.) AML FINANCES qui ont été mis à jour en dernière date du 2 juin 2020.

TITRE I - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE LA SOCIETE

Article 1. Constitution - Forme

Par acte sous seing privé du 12 juin 2017, il est formé une société par actions simplifiée qui a acquis sa personnalité morale par suite de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés d'Epinal en date du 15 juin 2017.

Elle est identifiée sous le numéro SIREN 830 289 757.

Elle est régie par les lois en vigueur et par les présents statuts et fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Article 2. Objet

La Société a pour objet, directement ou indirectement, en France comme à l'étranger :

- La prise de participation dans le capital de toutes sociétés, ainsi que la participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ;
- La gestion et la direction, l'animation et le contrôle de l'ensemble des services administratifs, informatiques, commerciaux, financiers et comptables de ses filiales et participations ;
- Le conseil en matière stratégique, de gestion, en organisation, en marketing, en recrutement, en informatique, en ingénierie financière ; le conseil en système d'information, et de management, ainsi que toutes activités de conseil au chef d'entreprise, notamment assistance en développement international ; et plus généralement la fourniture de toutes prestations de services, y compris de direction, aux entreprises ;
- L'acquisition, la prise de participations et la gestion de toutes valeurs mobilières, parts sociales, titres émis, sous quelques formes que ce soit, par les Sociétés, les établissements financiers, l'Etat, les Collectivités publiques, les Fonds communs de placement, les Fonds communs de créances ;
- La création, l'acquisition, la cession et l'exploitation de tout patrimoine immobilier, ainsi que de toutes marques de fabrique et de commerce, de licence et procédés, de brevets ou de modèles de fabrique ;
- Et plus généralement toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, économiques ou juridiques, financières, civiles ou commerciales, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à cet objet ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires.

Article 3. Dénomination

La dénomination sociale est : **AML FINANCES**.

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "Société par actions simplifiée" ou des initiales "S.A.S.", de l'énonciation du montant du capital social, ainsi que le numéro d'identification SIREN et la mention RCS suivie du nom de la ville où se trouve le greffe où elle sera immatriculée.

Article 4. Siège social

Le siège social est fixé à FEVES (57280) Rue du Grand Pré - Zone Euromoselle Sud.

Le transfert du siège social en tous lieux ou à l'étranger intervient sur décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires.

La création, le déplacement, la fermeture des succursales, agences et dépôts situés en tous lieux ou à l'étranger interviennent sur simple décision du président.

Article 5. Durée

La durée de la société est fixée à **quatre-vingt-dix-neuf (99) années** à compter de son immatriculation, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée prévus aux présents statuts.

Article 6. Exercice social

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui **commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre**.

Par exception, le premier exercice a débuté le jour de l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés d'Epinal en date du 15 juin 2017 et s'est terminé le **31 décembre 2017**.

Article 7. Apports

7.1. Constitution

Lors de la constitution, l'associé a fait apport d'une somme en numéraire d'un montant total de 100 € en contrepartie de laquelle il a été créé 100 actions.

Ledit apport a été souscrit en totalité et intégralement libéré comme en atteste le certificat du dépositaire de fonds ci-annexé, à savoir, la Banque Populaire d'Alsace Lorraine Champagne.

7.2. Augmentation du capital du 7 juillet 2017

Suivant décision de l'associé unique en date du 7 juillet 2017, approuvant le contrat d'apport en nature signé le 16 juin 2017, le capital social a été augmenté de 2 330 240 € au moyen des apports effectué par Monsieur Fabrice LIMBACH, Monsieur Jean-Yves MILOJEVIC et la société COMPAGNIE FINANCIERE DES TECHNIQUES NOUVELLES de 6 983 actions représentant 92% du capital et des droits de vote de la société AML MICROTECHNIQUE LORRAINE, société de droit français par

actions simplifiée au capital de 1 001 880 €, siège social Rue du Grand Pré – Zone Euromoselle Sud 57280 Fèves et de 200 parts sociales représentant 100% du capital et des droits de vote de la société AML MICROTECHNIQUE MAROC, société de droit marocain à responsabilité limitée au capital de 3 000 000 Dirhams, siège social 3 Boulevard Chefchaouni à Mohammédia – Maroc, respectivement évaluées à 1 955 240 € et 375 000 €.

En contrepartie de cet apport, il a été attribué à Monsieur Fabrice LIMBACH, Monsieur Jean-Yves MILOJEVIC et la société COMPAGNIE FINANCIERE DES TECHNIQUES NOUVELLES, 2 330 240 actions de 1 €, entièrement libérées, respectivement 196 840 actions, 100 800 actions et 2 032 600 actions.

7.3. Augmentation de capital du 4 octobre 2017

Aux termes des délibérations en date du 4 octobre 2017, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 185 000 € pour le porter de 2 330 340 € à 2 515 340 € par l'émission de 185 000 actions nouvelles de numéraire de 1 € de nominal chacune.

7.4. Réduction de capital du 2 juin 2020

Aux termes des délibérations en date du 2 juin 2020, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé de réduire le capital social d'une somme de 331 840 € pour le porter de 2 515 340 € à 2 183 500 € par le rachat par la société et l'annulation de 331 840 actions.

Article 8. Capital social

Le capital social est fixé à la somme de deux millions cent quatre-vingt-trois mille cinq cents (2 183 500) euros. Il est divisé en 2 183 500 actions entièrement souscrites et libérées ayant une valeur nominale de 1 € chacune.

Article 9. Modification du capital social

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti suivant décision ou autorisation de la collectivité des associés par tous moyens et procédures prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, applicables aux sociétés anonymes.

La société peut notamment émettre toutes valeurs mobilières prévues à l'article L. 228-91 et suivants du Code de commerce.

En représentation des augmentations du capital, il peut être créé des actions de préférence.

Les augmentations du capital sont réalisées nonobstant l'existence de rompus.

TITRE II - VALEURS MOBILIERES

Article 10. Forme des actions

Les actions émises par la société ont obligatoirement la forme nominative.

Lorsque les conditions légales sont réunies, la société peut créer des actions de préférence, avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent. Ces droits sont définis dans les statuts.

L'associé unique ou, en cas de pluralité des associés, la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour la réduction du capital social en l'absence de pertes, peut, à tout moment, décider ou autoriser le rachat des actions de préférence.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres que la société tient à cet effet au siège social.

Article 11. Droits et obligations attachés aux actions

11.1. Généralités

Toute action en l'absence de catégories d'actions, ou toute action d'une même catégorie d'actions dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social.

Chaque action, hors celles sans droit de vote, donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives ou assemblées générales.

Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix au moins.

Les droits et obligations suivent l'action quelle qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de la collectivité des associés.

Les créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs sociales, ni en demander le partage ou la licitation ; ils doivent s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de la collectivité des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les associés propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou droits nécessaires.

11.2. Droit d'information permanent

Tout associé a le droit, à toute époque sous réserve d'une demande préalable effectuée quinze (15) jours avant la consultation, de consulter au siège social ou au lieu de la direction administrative de la société les documents suivants :

- les documents sociaux concernant les trois (3) derniers exercices, à savoir : l'inventaire, les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe), les rapports des commissaires aux comptes
- les procès-verbaux et feuilles de présences des assemblées tenues au cours des trois (3) derniers exercices
- la liste des dirigeants et des commissaires aux comptes, ainsi que celle des associés à jour, mentionnant le nombre de valeurs mobilières dont ils sont détenteurs ainsi que leurs natures
- les statuts de la société en vigueur au jour de la demande

Ce droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie, à l'exception de l'inventaire.

11.3. Droit d'information préalable aux décisions prises par la collectivité des associés

Tout associé a le droit, à compter de la convocation de l'assemblée générale, de consulter au siège social ou au lieu de la direction administrative de la société, les documents suivants :

- le rapport de l'organe de direction
- le texte des projets de résolution
- le cas échéant, le(s) rapport (s) des commissaires aux comptes, aux apports ou à la fusion
- s'il s'agit de l'assemblée ordinaire annuelle, les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe), le rapport de gestion

Ce droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie, à l'exception de l'inventaire.

A compter de la convocation, tout associé a, au plus tard cinq (5) jours avant la tenue de l'assemblée générale, la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le Président sera tenu de répondre au cours de l'assemblée.

Article 12. Indivisibilité des actions

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les associés propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

Article 13. Démembrement

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire pour les décisions extraordinaires et à l'usufruitier pour les décisions ordinaires.

L'usufruitier est le seul titulaire des dividendes distribués sans distinguer selon leur source (réserves, profits exceptionnels ou autres).

Cependant, les associés concernés peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux consultations collectives et de la distribution des dividendes. La convention est notifiée par lettre recommandée à la société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute consultation collective qui aurait lieu après l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi de cette lettre.

Dans tous les cas, l'associé détenant la nue-propiété a le droit de participer aux consultations collectives.

TITRE III - MODALITE ET CONTROLE DES CESSIONS

Article 14. Transmission des actions

14.1. Définitions

Les termes ci-après énumérés dans les statuts ont la signification suivante :

- Cession/ Céder : Désigne toute mutation, immédiate ou à terme, directe ou indirecte, volontaire ou forcée, à titre gratuit ou à titre onéreux, par quelque mode juridique que ce soit, et notamment, sans que cette liste soit limitative, par vente amiable ou forcée y compris aux enchères, apport, donation, distribution, échange, fusion ou scission, restructuration, prêt, constitution d'une garantie (notamment nantissement), attribution judiciaire, dissolution et liquidation d'une personne morale, transmission en cas de succession, liquidation de communauté entre époux, transfert à un ascendant ou un descendant, entraînant un transfert de la jouissance et/ou de la pleine propriété, de la nue-propiété ou de l'usufruit d'actions, étant précisé que la cession ou la renonciation à des droits préférentiels de souscription d'actions au profit d'une personne, physique ou morale, dénommée est assimilée à une Cession.
Les termes de Cédant et de Cessionnaire devront être interprétés dans cette acception.
- Tiers : Désigne toute personne, physique ou morale, ou entité juridique quelconque autre qu'un Associé ;
- Actions, Titres ou Valeur mobilière : Désigne la nue-propiété, l'usufruit ou la pleine propriété :
 - des actions présentes et à venir, qu'elles soient créées du chef des actions existantes ou acquises dans toute autre condition, représentatives du capital social et des droits de vote de la société,
 - des droits de souscription d'actions en cas d'augmentation de capital, des droits d'attribution d'actions gratuites,
 - de manière générale, de tous les droits, titres et valeurs mobilières, simples ou composées, donnant accès ou pouvant donner accès, immédiatement ou à terme, directement ou indirectement, par conversion, échange, remboursement, présentation ou exercice d'un bon ou de toute autre manière, à des actions ou des titres représentatifs d'une quotité du capital social et/ou des droits de vote de la Société ou à une quotité de ses bénéfices, ainsi que les droits préférentiels de souscription et/ou les droits d'attribution et/ou tous autres droits attachés aux actions, valeurs mobilières et droits susvisés ;
- Réception des notifications : Toute notification devant être donnée au titre des présents statuts sera réputée avoir été reçue, au plus tard, sept (7) jours après la date du cachet de la poste.

14.2. Modalités de transmission des actions

La transmission des Valeurs Mobilières s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société et signé par le cédant ou son mandataire. Les frais de transfert sont à la charge du cessionnaire.

La Société est tenue de procéder à cette transmission le jour même de la réception de l'ordre de mouvement et au plus tard dans les quinze (15) jours qui suivent celle-ci. A défaut d'y procéder le commissaire au compte pourra se substituer au représentant légal.

Les Valeurs Mobilières sont librement transmissibles par l'associé unique ou entre associés

Dans les autres situations, les Valeurs Mobilières sont transmissibles, sous les conditions suivantes :

14.3. Agrément

Lorsque la société comporte plus d'un associé, les Valeurs Mobilières ne peuvent être transmises, sous quelque forme et à quelque titre que ce soit, y compris entre associés, conjoints, ascendants ou descendants qu'après avoir été agréé dans les conditions suivantes :

- a) La demande d'agrément doit être notifiée au Président par lettre recommandée avec accusé de réception ou par lettre simple remise contre émargement du Président. Elle indique le nombre de Valeurs Mobilières dont la transmission est envisagée, le prix de la mutation, l'identité de l'acquéreur (nom, prénom / dénomination, adresse du domicile / siège social, nationalité, le cas échéant pour les personnes morales, numéro RCS, montant et répartition du capital social et identité de ses dirigeants sociaux).
- b) A réception de la demande d'agrément, le Président convoque la collectivité des associés. La décision d'agrément ou de refus d'agrément est prise par un ou plusieurs associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires ; les actions de l'associé qui projette de transmettre ses actions sont prises en compte pour le calcul de cette majorité.
- c) L'agrément résultera soit d'une notification, soit du défaut de réponse dans le délai de deux (2) mois à compter de la réception de la demande d'agrément notifiée par l'associé transmettant. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.
- d) En cas d'agrément, la transmission projetée est réalisée par l'associé transmettant aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément ; à défaut de réalisation du transfert des Valeurs Mobilières dans le délai d'un (1) mois suivant de la notification de l'agrément, l'agrément sera caduc.
- e) En cas de refus d'agrément, l'associé transmettant doit, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de la décision de refus d'agrément, indiquer à la société au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception, s'il entend renoncer à son projet de transmission. A défaut d'exercice de ce droit de repentir, la société doit dans un délai de deux (2) mois à compter de la notification de la décision de refus d'agrément :
 - Soit faire racheter les Valeurs Mobilières dont la transmission était envisagée par un ou plusieurs associés ;
 - Soit procéder elle-même à ce rachat ; dans ce cas elle doit dans les six (6) mois de ce rachat céder ces Valeurs Mobilières ou les annuler dans le cadre d'une réduction de son capital social.

Le prix de rachat des Valeurs Mobilières du transmettant est fixé d'un commun accord. En cas de désaccord, le prix de rachat est déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Si, à l'expiration dudit délai de deux (2) mois, le rachat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de

commerce statuant en la forme des référés, sans recours possible, le transmettant et le bénéficiaire de la transmission dûment appelés.

La transmission au nom du ou des acquéreurs désignés par les associés est régularisée par un ordre de virement signé par le cédant ou son mandataire, ou à défaut le président de la société qui le notifiera au transmettant, dans les huit (8) jours de sa date, avec invitation à se présenter au siège social pour recevoir le prix de cession, qui ne sera pas productif d'intérêts.

Toutes les transmissions d'actions effectuées en violation du présent article sont nulles.

Le présent article ne peut être supprimé ou modifié qu'à l'unanimité des associés.

Le présent article ne trouve pas à s'appliquer lorsque la société ne comporte qu'un seul associé.

TITRE IV - DIRECTION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

Article 15. Direction de la société

15.1. Président

a) Fonctions et attributions du Président

La société est gérée, dirigée et représentée à l'égard des tiers par un Président qui est une personne physique ou morale, salariée ou non, associée ou non de la société.

La personne morale Président est représentée par son représentant légal, sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent. Les règles fixant la responsabilité des membres du conseil d'administration des sociétés anonymes sont applicables au Président de la société par actions simplifiée.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

Dans les rapports entre la société et son comité d'entreprise, le président constitue l'organe social auprès duquel les délégués dudit comité exercent les droits définis par l'article 432-6 du Code du travail.

Toutes questions qui ne relèvent expressément, en vertu de la réglementation en vigueur ou par les présents statuts, ni de la décision de l'associé unique ou des associés, ni de la décision d'un autre organe de direction et/ou de contrôle de la Société, sont de la compétence du Président.

Dans les rapports avec les tiers, le Président représente la société et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans les limites de son objet social.

Les dispositions des présents statuts limitant les pouvoirs du président sont inopposables aux tiers.

La société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

b) Désignation du Président

Au cours de la vie sociale le Président ne peut être renouvelé, remplacé, révoqué et nommé que par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés par une décision collective des associés statuant sous les formes et conditions des assemblées générales ordinaires.

Sauf décision contraire des associés, la durée des fonctions du Président est indéterminée.

c) Cessation des fonctions de Président

Les fonctions de président prennent fin : soit par le décès, la démission, la révocation, soit par la survenance d'une interdiction légale de gérer, diriger ou administrer une société, soit par l'ouverture d'une procédure de sauvegarde des entreprises, ou de surendettement.

En cas de cessation des fonctions de président par démission, il devra respecter un préavis de trois (3) mois, lequel pourra être réduit lors de la consultation des associés qui aura à statuer sur le remplacement du président démissionnaire.

Le président est révocable à tout moment par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés par une décision collective des associés statuant sous les formes et conditions des assemblées générales ordinaires. Cette décision n'aura pas lieu d'être motivée et n'ouvre droit à aucune indemnité de révocation, sauf décision contraire des associés. Il est également révocable par le tribunal de commerce pour cause légitime à la demande de tout associé.

En cas de cessation des fonctions de président pour une cause autre que la démission ou la révocation, l'associé unique nommera un nouveau président, en cas de pluralité des associés, l'associé majoritaire convoquera, dans le (1) mois de la cessation, la collectivité des associés pour statuer, sous les formes et conditions des assemblées générales ordinaires, sur la nomination d'un nouveau président.

En cas de carence de l'associé majoritaire, tout associé pourra convoquer la collectivité des associés.

d) Rémunération du Président

Le Président peut recevoir une rémunération en compensation de la responsabilité et de la charge attachées à ses fonctions, dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par une décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité des associés, par une décision collective des associés statuant sous les formes et conditions des assemblées générales ordinaires. Elle peut être fixe et/ou proportionnelle. En outre, le Président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

15.2. Directeur(s) général(aux)

Sur la proposition du Président, l'assemblée générale peut nommer, à la majorité requise pour les décisions ordinaires, un ou plusieurs Directeur(s) général(aux).

La durée de leur fonction est fixée dans la décision de nomination et ne peut excéder celle du mandat du Président.

Ils peuvent être révoqué à tout moment par décision de l'assemblée générale prise à la majorité requise pour les décisions ordinaires, sur proposition du Président, sans qu'il soit besoin d'un juste motif et sans droit à indemnisation, sauf décision contraire des associés.

Leurs rémunérations sont fixées dans les mêmes conditions que celle du Président.

Ils disposent des mêmes pouvoirs que le Président, dont celui de représentation de la société à l'égard des tiers, sous réserve des limitations éventuellement fixées par la décision de nomination ou par une décision ultérieure.

Article 16. Conventions entre la société, son président, ses associés

Les conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la société et son dirigeant, associé unique, sont mentionnées au registre des décisions de l'associé unique.

Lorsque l'associé unique n'est pas dirigeant de la société, les conventions conclues par le président sont soumises à son approbation.

Lorsque la société comporte plusieurs associés, la procédure de contrôle est celle prévues par l'article L. 227-10 du Code de commerce.

Article 17. Commissaire aux comptes

Si les conditions légales sont réunies, le contrôle légal de la société est effectué par un commissaire aux comptes exerçant sa mission conformément à la loi.

Il est nommé pour une durée de six (6) exercices.

En outre, tout associé pourra demander à la société de charger le commissaire aux comptes ou tout autre expert désigné par lui, d'accomplir toutes missions de contrôle comptable, d'audit ou d'expertise qu'il jugerait nécessaire, soit dans la société elle-même, soit dans ses filiales.

TITRE V - DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DES ASSOCIES

Article 18. Objet des décisions de l'associé unique ou des associés

L'associé unique ou, en cas de pluralité des associés, les associés délibérant collectivement sont seuls compétents pour prendre les décisions suivantes :

- Nomination, révocation du Président, Directeur Général
- Nomination et renouvellement du commissaire aux comptes ;
- Approbation des comptes sociaux annuels et affectation des résultats ;
- Approbation des conventions de l'article L.227-10 du code de commerce
- Toutes modifications statutaires, et notamment : extension ou modification de l'objet social, augmentation, amortissement ou réduction du capital social, transfert du siège,

Sauf clause statutaire contraire, toute autre décision relève de la compétence du Président.

Article 19. Associé unique

Si la société venait à ne comporter qu'un associé, ce dernier exercera les pouvoirs dévolus aux associés lorsque les présents statuts prévoient une prise de décision collective.

Article 20. Initiative des consultations

L'organe compétent pour provoquer la décision des associés est le Président.

Un ou plusieurs associés, réunissant au moins dix pour cent (10%) du capital social, peut demander au Président de convoquer l'assemblée générale des associés. La demande est présentée aux frais des demandeurs. Ils devront justifier de cette quotité et mandater l'un d'entre eux de présenter la demande au Président. A défaut de réunion d'une assemblée dans les trente (30) jours de la réception de cette demande, le mandataire des demandeurs pourra convoquer directement les associés en assemblée générale.

Le commissaire aux comptes dispose des mêmes prérogatives.

Article 21. Forme des décisions collectives

Les décisions collectives des associés sont prises, au choix du Président:

- soit en assemblée générale réunie au siège social ou en tout autre lieu indiqué sur la convocation,
- soit par consultation par correspondance,
- soit par téléconférence téléphonique ou audiovisuelle
- soit par acte authentique ou sous seing privé.

Tous moyens de télécommunication peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

Les décisions prises conformément à la loi et aux statuts obligent tous les associés même absents, dissidents ou incapables.

21.1. Consultation en assemblée générale

Lorsque la consultation de la collectivité des associés est faite en assemblée générale, la convocation est faite par tous procédés de communication écrite (courriel, télécopie, lettre simple ou recommandée, etc.) huit (8) jours avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

L'assemblée peut en outre être convoquée verbalement et se tenir sans délai, si tous les associés y sont présents ou régulièrement représentés.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'assemblée est présidée par le Président ; à défaut, l'assemblée élit son président de séance.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence.

Participation par téléconférence

Sont présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les associés qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification.

Le vote de l'associé participant à l'assemblée par téléconférence n'est pas assimilé à un vote à distance, mais bien comme un vote en séance.

Représentation de l'associé

Les associés peuvent uniquement se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé, en ce compris l'usufruitier. Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats. Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

Vote à distance

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret 2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache.

Pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires qui ont été reçus par la société avant la réunion de l'assemblée. Les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention sont considérés comme des votes négatifs.

21.2. Consultation écrite

En cas de consultation écrite, le Président doit adresser à chacun des associés par courrier recommandé avec accusé de réception ou lettre remise en main propre contre décharge, un bulletin de vote portant les mentions suivantes :

- Sa date d'envoi aux associés ;
- La date à laquelle la société devra avoir reçu les bulletins de vote. A défaut d'indication de cette date, le délai maximal de réception des bulletins sera de quinze (15) jours à compter de la date d'expédition du bulletin de vote ;
- La liste des documents joints et nécessaires à la prise de décision ;
- Le texte des résolutions proposées avec, sous chaque résolution, l'indication des options de délibérations (adoption ou rejet) ;
- L'adresse à laquelle doivent être retournés les bulletins.

Chaque associé devra compléter le bulletin de vote en cochant, pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote. Si plus d'une case ont été cochées pour une même résolution, le vote sera réputé être un vote de rejet.

Chaque associé doit retourner un exemplaire de ce bulletin de vote dûment complété, daté et signé, à l'adresse indiquée, et, à défaut, au siège social.

Le défaut de réponse d'un associé dans le délai indiqué vaut abstention totale de l'associé concerné.

Dans les cinq (5) jours ouvrés suivant la réception du dernier bulletin de vote et au plus tard le cinquième jour ouvré suivant la date limite fixée pour la réception des bulletins, le Président établit, date et signe le procès-verbal des délibérations.

Les bulletins de vote, les preuves d'envoi de ces bulletins et le procès-verbal des délibérations sont conservés au siège social.

21.3. Consultation par voie de téléconférence

En cas de consultation de la collectivité des associés par voie de téléconférence, le Président, dans la journée de la consultation, établit, date et signe un exemplaire du procès-verbal des délibérations de la séance avec en annexe un document faisant ressortir :

- L'identification des associés ayant voté ;
- Celle des associés n'ayant pas participé aux délibérations ;
- Ainsi que, pour chaque résolution, l'identification des associés avec le sens de leurs votes respectifs.

Le Président en adresse un exemplaire par télécopie ou tout autre procédé de communication écrite à chacun des associés en faisant la demande.

L'associé ne peut en aucun cas rendre responsable la société de tout incident technique lié au transfert des télécopies, courriels, etc. ; le principe demeure que chaque associé participe personnellement à la consultation, ces modes d'expression n'étant que des moyens facilitant la manifestation de leur volonté.

En cas de délégations de pouvoirs, une preuve des mandats est également communiquée au président par le même moyen.

21.4. Consentement de tous les associés dans un acte

Dans ce cas, un acte sous seings privés ou notarié est dressé par le Président ; il y est relaté l'objet de la ou des décisions, sous forme de résolutions, présentées par le Président ou un ou plusieurs associés. La signature de tous les associés de ce document pourra intervenir simultanément ou par échange de correspondance ; dans ce cas la décision sera considérée comme adoptée à la date de la dernière signature.

Le Président portera alors cette date sur l'acte et l'adressera immédiatement pour information au Commissaire aux Comptes et fera le nécessaire afin de la reporter sur le registre des décisions des Assemblées.

La consultation, même sous cette forme, sera toujours accompagnée d'un rapport explicatif du Président permettant d'éclairer le consentement des associés et qui sera portée à la connaissance de tous les associés préalablement ou concomitamment à leur consultation.

Article 22. Nature et adoption des décisions collectives

Les décisions collectives des associés sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires :

22.1. Décisions ordinaires

a) Nature de « décision ordinaire »

Les décisions ordinaires sont celles qui ne modifient pas les statuts.

b) Quorum des décisions ordinaires

Les décisions collectives qualifiées d'ordinaires ne sont valablement prises, sur première consultation, que si les associés présents, représentés ou ayant voté à distance possèdent au moins 50% des actions ayant le droit de vote.

Sur deuxième consultation aucun quorum n'est requis.

c) Majorité requise pour les décisions ordinaires

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées, sauf dispositions contraires de la loi ou des statuts à la majorité simple des voix dont disposent les actionnaires présents, représentés ou ayant voté à distance.

22.2. Décisions extraordinaires

a) Nature de « décision extraordinaire »

Les décisions extraordinaires sont seules à pouvoir modifier les statuts dans toutes leurs dispositions.

Elles ne peuvent, toutefois, augmenter les engagements des associés sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

b) Quorum des décisions extraordinaires

Les décisions collectives qualifiées d'extraordinaires ne sont valablement prises, sur première consultation, que si les associés présents, représentés ou ayant voté à distance possèdent au moins 50% des actions ayant le droit de vote.

Sur deuxième consultation aucun quorum n'est requis.

c) Majorité requise pour les décisions extraordinaires

Les décisions collectives sont adoptées, sauf dispositions contraires de la loi ou des statuts, à la majorité des deux tiers (2/3) des voix dont disposent les actionnaires présents, représenté ou ayant voté à distance.

Par dérogation aux dispositions qui précèdent, l'adoption ou la modification des éventuelles clauses statutaires relatives à l'inaliénabilité temporaire des actions, aux droits de préemption des associés en cas de cession d'actions, à la procédure d'agrément des cessions d'actions, au changement de contrôle d'une personne morale associée ou à la procédure d'expulsion des associés requièrent une décision unanime des associés.

De même toute décision, y compris de transformation, ayant pour effet d'augmenter les engagements d'un ou plusieurs associés ne peut être prise qu'à l'unanimité d'entre eux.

Article 23. Procès-verbaux

Les décisions de l'associé unique ou, en cas de pluralité des associés, les décisions collectives des associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés.

Ce registre ou ces feuillets mobiles sont tenus au siège de la société. Ils sont signés dans les quinze (15) jours de la délibération par le président de séance.

Les procès-verbaux devront indiquer le mode, le lieu et la date de la consultation, les documents et rapports soumis à discussion, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et sous chaque résolution le résultat du vote.

En cas de décision résultant de la signature d'un acte sous seing privé ou notarié, ledit acte ou un extrait devra être reporté chronologiquement dans le registre des décisions collectives. Il en va de même, en cas de consultation écrite ou de consultation de la collectivité des associés par voie de téléconférence, du procès-verbal du Président.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le président, le secrétaire de séance, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

Article 24. Prérogatives du comité d'entreprise

24.1. Délibérations de la collectivité des associés

- a) Assemblées d'associés ou délibération par voie de téléconférences (téléphoniques ou audiovisuelles)

Le cas échéant, le comité d'entreprise est tenu informé des dates de réunion des associés délibérant sous forme d'assemblées d'associés ou par voie de téléconférences, à la diligence du Président, et ce par tous moyens, dans les mêmes conditions de délai que les associés.

Le comité d'entreprise peut participer aux décisions prises par les associés sous la forme d'assemblées d'associés ou de délibérations par voie de téléconférences. S'il décide de participer à ladite assemblée ou délibération par voie de téléconférence, le comité d'entreprise devra désigner deux représentants dans les conditions fixées à l'article L2323-67 du code du travail.

Les représentants ainsi désignés assisteront aux débats, sans voix consultative, ni délibérative.

Par dérogation à ce qui précède, les membres du comité d'entreprise devront, à leur demande, être entendus lors de toutes délibérations requérant la majorité qualifiée des associés.

Le comité d'entreprise peut, en outre, requérir auprès du Président l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des assemblées d'associés. Les demandes d'inscription devront être adressées par le comité d'entreprise, représenté par un de ses membres mandatés à cet effet, au siège social par lettre recommandée avec accusé de réception ou par moyen électronique de communication dans un délai de cinq (5) jours avant la réunion de l'assemblée, accompagnées du texte des projets de résolutions qui doivent être assortis d'un bref exposé des motifs. Le Président accuse réception des projets par tout moyen, notamment lettre remise en mains propres contre décharge, lettre

recommandée AR ou par un moyen de communication électronique de télécommunication, au représentant du comité d'entreprise, dans un délai de cinq (5) jours à compter de leur réception.

b) Délibération par consultation écrite

En cas de délibération par consultation écrite, le comité d'entreprise sera informé de l'ordre du jour, par tout moyen à l'initiative du Président et sera destinataire du texte des résolutions proposées et des documents transmis aux associés dans les mêmes conditions de délai que les associés.

c) Décisions de l'associé unique

En cas de décisions de l'associé unique, le comité d'entreprise sera, le cas échéant, destinataire des documents mis à la disposition de l'associé unique par tous moyens à l'initiative du Président.

Le comité d'entreprise peut, en outre, requérir auprès du Président, l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des décisions de l'associé unique. Les demandes d'inscription devront être adressées par le comité d'entreprise, représenté par un de ses membres mandaté cet effet, au siège social par lettre recommandée avec accusé de réception ou par moyen électronique de télécommunication dans un délai de cinq (5) jours avant la date prévue pour la délibération de l'associé unique, accompagnées du texte des projets de résolutions qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs. Le Président accuse réception des projets par tout moyen au représentant du comité d'entreprise, dans un délai de cinq (5) jours à compter de leur réception.

d) Consentement de tous les associés dans un acte unique

En cas de consentement de tous les associés dans un acte unique, le comité d'entreprise sera informé et destinataire du texte dans les plus brefs délais, par tout moyen à l'initiative du Président.

TITRE VI - INFORMATIONS COMPTABLES ET FINANCIERES

Article 25. Inventaire – Comptes annuels

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le président établit les comptes annuels prévus par la loi. Il les soumet à décision collective des associés dans les délais légaux à compter de la date de clôture de l'exercice.

Tous ces documents sont mis à la disposition du commissaire aux comptes de la société dans les conditions légales.

Article 26. Affectation et répartition du résultat

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est d'abord prélevé

- 5% au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.
- toute sommes à porter en réserve en application de la loi.

Le solde augmenté du report à nouveau bénéficiaire constitue le bénéfice distribuable. Le bénéfice distribuable est à la disposition de l'assemblée générale pour, sur proposition du président, être, en totalité ou en partie, réparti entre les actions à titre de dividende, affecté à tous comptes de réserves ou d'amortissement du capital ou être reporté à nouveau.

Les réserves dont l'assemblée générale a la libre disposition pourront être distribuées en totalité ou en partie après prélèvement du dividende sur le bénéfice distribuable.

TITRE VII - TRANSFORMATION – DISSOLUTION – LIQUIDATION

Article 27. Transformation de la société

La société peut se transformer en société d'une autre forme dans les conditions prévues par la loi.

La décision de transformation est prise collectivement par les associés, sur le rapport du commissaire aux comptes de la société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social, et ce :

- à l'unanimité pour une transformation en Société en Nom Collectif, en Société Civile, en Société en commandite ou en Groupement d'Intérêt Economique.
- à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les associés présents, représentés ou ayant voté à distance en Société A Responsabilité Limitée ou en Société Anonyme

Article 28. Dissolution - Liquidation

La société est dissoute à l'expiration du terme fixé par les statuts, sauf prorogation, ou par décision des associés délibérant collectivement dans les conditions fixées pour les décisions extraordinaires.

Aux termes de l'article L.227-4 du Code de commerce, en cas de réunion en une seule main de toutes les actions de la société, les dispositions de l'article 1844-5 du Code civil relatives à la dissolution judiciaire ne sont pas applicables.

La société est en liquidation, dès l'instant de sa dissolution, pour quelque cause que ce soit.

La dissolution met fin aux fonctions du président et à celle des commissaires aux comptes.

Les associés délibérant collectivement conservent les mêmes pouvoirs qu'au cours de la vie sociale.

Les associés délibérant collectivement qui prononcent la dissolution règlent, dans les conditions fixées pour les décisions extraordinaires, le mode de liquidation et nomment un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la législation en vigueur.

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de sa liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci, mais sa dénomination devra être suivie de la mention "Société en liquidation" ainsi que du nom du liquidateur sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers.

Les associés sont consultés collectivement en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif de liquidation, sur le quitus de la gestion du liquidateur et la décharge de son mandat et pour constater la clôture de la liquidation. La décision collective des associés est prise dans les conditions fixées pour les décisions ordinaires.

Le produit net de la liquidation, après remboursement à chacun des associés du montant nominal et non amorti de leurs actions, est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social.

TITRE VIII - DISPOSITIONS FINALES

Article 29. Contestations

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation, soit entre la société et les associés titulaires de ses actions, soit entre les associés titulaires d'actions eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

Statuts tels que modifiés en date du 3 juillet 2020

Certifiés conforme par le président

